

## COVID 19 : Perturbation conjoncturelle ou signe d'un changement inéluctable ?



Jean Philippe THOMAS  
Enda Tiers Monde

La vision d'Enda pour  
transformer le monde



**OBJECTIFS  
DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**



Mariam SOW,  
PCA Enda Tiers Monde

Covid-19 : une gifle chaude, qui incite les nations à reconstruire leur souveraineté et Enda à renforcer ses actions auprès des populations vulnérables



## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



## SOMMAIRE



### ÉDITORIAL

AVENUE CHEIKH ANTA DIOP  
X CANAL 4 - COMPLEXE SICAP  
POINT-E - DAKAR

TÉL.: +221 33 869.99.61  
+221 33 869.99.48

Email : [se@endatiersmonde.org](mailto:se@endatiersmonde.org)

Site : [www.endatiersmonde.org](http://www.endatiersmonde.org)

#### PUBLICATION :

Enda Tiers Monde

#### RESPONSABLE DE PUBLICATION

Mariam SOW

#### COORDINATRICE DE RÉDACTION

Mariama Touré DIOP

#### MAQUETTE & DESIGN

Alassane DIOP

NEWSLETTER  
ENDA TIERS MONDE

PAR MARIAM SOW  
PCA ENDA TIERS MONDE

#### OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DURABLE

PAR JEAN PHILIPPE THOMAS,  
MEMBRE DU SECRÉTARIAT EXÉCUTIF  
ENDA TIERS MONDE

#### DOSSIER ENDA ET LA COVID

ENDA CACID

ENDA PRONAT

ENDA TAMWEL

ENDA LEAD AFRIQUE FRANCOPHONE

ENDA MADESAHEL

ENDA GRAFSAHEL

ENDA ECOPOP

ENDA JEUNESSE-ACTION

ENDA ENERGIE



# Mariam Sow, Présidente du Conseil d'Administration du Réseau Enda Tiers Monde

Covid-19 : une gifle chaude, qui incite les nations à reconstruire leur souveraineté et Enda à renforcer ses actions auprès des populations vulnérables,



**La pandémie à Coronavirus est une situation très difficile et inquiétante pour l'humanité, qui doit aussi nous permettre d'avoir une prise de conscience, de nous réveiller pour de bon.**

**L'**Afrique en général, et le Sénégal en particulier, doit arriver à assurer elle-même son développement, au sens propre du terme. Ma lecture des réseaux sociaux ces derniers jours, notamment le développement d'initiatives de chercheurs sénégalais et africains, me fait espérer que l'heure du réveil est proche. Je suis convaincue que nos scientifiques ont la capacité de le faire, s'ils sont

soutenus par l'engagement et la volonté politique de nos nations. Ainsi, nous pourrions avancer à grandes enjambées pour aspirer à des changements de paradigme qui tiennent compte de notre histoire et perfectionnement de notre présent. Autrement dit, cela revient à reconstruire un modèle de développement souverain, épanoui et durable sur le plan économique, social, culturel, environnemental et politique pour les générations futures. >>>>



# ENSEMBLE POUR COMBATTRE LE CORONAVIRUS

COVID-19

## Petits gestes à respecter



Se laver les mains avec du savon liquide de préférence et s'essuyer avec des serviettes jetables.



Utilisez les solutions hydro-alcooliques.



Toussez ou éternuez dans votre coude ou dans un mouchoir à jeter à la poubelle.

Si vous êtes malade portez un masque à usage unique. Ne vous déplacez pas dans les transports publics.



Appelez plutôt aux numéros du SAMU 1515 ou au numéro vert 800 00 50 50 et suivez les instructions.



Gardez une distance de 1mètre.



N° Vert 800 00 50 50

SAMU 1515



Lisez les sources de références : le site de l'OMS (<https://www.who.int/fr/>)  
- le site du Ministère de la Santé (<http://www.sante.gouv.sn/>)  
Vérifiez la véracité des informations qui circulent sur les réseaux sociaux.

**IL APPARTIENT À CHACUN DE TOUT FAIRE POUR PROTÉGER SES PROCHES.**

Toutefois, à l'écoute de certaines idéologies développées dans les débats et informations qui inondent les canaux de communication durant ce temps de crise sanitaire liée au COVID-19, ce modèle ne semble pas promu, dès l'instant que le développement des uns est lié au sous-développement des autres.

Ainsi, la situation que nous vivons actuellement et tous ces débats qui l'accompagnent renforcent ma conviction. Je le répète encore une fois, nous avons besoin d'une volonté politique et d'un engagement militant de tout

un chacun. Une lueur d'espoir est là. Chapeau aux services de santé sénégalais, à nos scientifiques, et à tous ces combattants politiques, religieux, hommes de lois, la recherche, la société civile, les organisations paysannes, la jeunesse et les femmes, tous unis derrière le Président de la République, pour faire face à cet ennemi commun de l'humanité qu'est le COVID-19.

Mais cette dynamique nationale doit s'inscrire dans la durabilité. Je trouve irraisonnable que toutes les communautés sénégalaises se mobilisent contre

un même ennemi, et qu'après cela, le devenir de notre pirogue commune ne nous rassemble pas pour des transformations saines et durables. J'en appelle aux décideurs politiques, pour développer un dialogue courageux, patient et inclusif autour des propositions portées par la société civile pour une transformation qualitative dans l'ensemble des domaines d'activités. Aujourd'hui, le défi de l'ensemble des acteurs qui s'activent autour du développement du Sénégal, doit être de renforcer cette unité au profit des générations actuelles et futures, pour préserver la gouvernance durable de l'ensemble des ressources dont nous disposons, et assurer le contrôle de notre système sanitaire et éducatif, et le rétablissement des bases fondamentales de nos valeurs culturelles et sociales, quels que soient les idéaux que portent nos hommes politiques.

Et cela est valable pour tous les pays du Tiers-Monde, qui doivent concevoir un modèle de développement lié à leur identité et à leurs ressources, en évitant de se faire obnubiler par des modèles de vie opportunistes.

Notre contribution à la lutte contre la pandémie de la Covid 19 s'inscrit dans un modèle dans lequel notre capacité à transformer le monde à l'épreuve de la Covid-19 est tirée des leçons de nos expériences pour la construction d'alternatives viables.

Nos interventions ont été, et sont, principalement construites à partir des réseaux de nos partenaires existants.

Il s'agissait donc d'intégrer la dimension « Covid 19 »,

pandémie révélatrice de la précarité économique et de la vulnérabilité sociale des populations, en veillant au droit à l'alimentation (Enda GRAF), à l'accès à des mesures barrières (Enda Made Sahel) ; en bénéficiant de l'expérience du savoir-faire développée par les acteurs de la lutte contre le VIH pour le continuum de soins face au Covid 19 (Enda Santé); en permettant aux entrepreneurs de passer de la survie à la résilience grâce à des appuis (Enda Tanwel Tunisie) ; en donnant la priorité aux femmes pionnières de l'agroécologie (Enda Pronat) et aux enfants et jeunes travailleurs en première ligne (Enda jeunesse Action) ; en engageant avec nous dans la

lutte les villes et les territoires (Enda Ecopop), voire la CEDEAO (Enda Cacid)....

C'est ce que je souhaite partager avec vous dans ce numéro de « enda NewsLetter » qui réapparaît à un moment où des transformations s'opèrent au sein du Secrétariat Exécutif du réseau Enda Tiers Monde dont je préside le Bureau Exécutif.

Mon souhait partagé avec le Bureau Exécutif est de doter le réseau d'instances participatives de gouvernance, stables, efficaces et pérennes et qui soient représentatives des aspirations et des besoins des entités du réseau. ■



## OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DURABLE

### La vision d'Enda pour transformer le monde

Dans les sociétés actuelles, il importe de privilégier la trajectoire d'un « développement plus durable » dans l'analyse des changements et de leurs mises en œuvre.

Pour l'analyse des transformations (Agenda 2030 transformateur), la vision d'Enda propose de « passer d'un système sociétal qui détruit l'environnement et fabrique les inégalités à une société « coproduite », fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, une société où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis ».

Pour avancer plus au-delà et pour une meilleure compréhension, il est important de mieux décrire l'existant, c'est-à-dire de définir les mécanismes qui détruisent l'environnement et qui fabrique des inégalités ; en d'autres termes on doit, a priori, caractériser plus précisément ce système de société et les voies de sa transformation.

Nous allons utiliser comme référent, les analyses des processus de reproduction sociale et sociétale qui nous semblent les plus pertinents.

Dans une formation sociale en évolution (état concret de la société), le mouvement de la reproduction sociale se caractérise, selon Y. Barel (1973), par des invariants et des changements.

#### Invariance et changements

- L'invariance est constituée principalement par le mode de production dominant et les



Jean Philippe THOMAS  
Enda Tiers Monde

attributs qui lui sont propres (tels la propriété privée des moyens de production, le rôle du marché, la libre entreprise, les fonctions de l'Etat, etc.), qui détruisent l'environnement et fabriquent les inégalités.

- Ce mode de production représente un système «schématisé», d'où l'utilisation du concept de formation sociale, qui renvoie à une société concrète. En effet, au-delà de certains traits communs indiscutables du mode de production dominant (donc de l'invariance) les pays à dominante capitaliste se distinguent par une histoire, une culture, une géographie, des institutions, des rapports sociaux différents, d'autres formes de production... qui font leur spécificité.

C'est-à-dire qu'au cours du temps des changements de premier ordre ont défini un

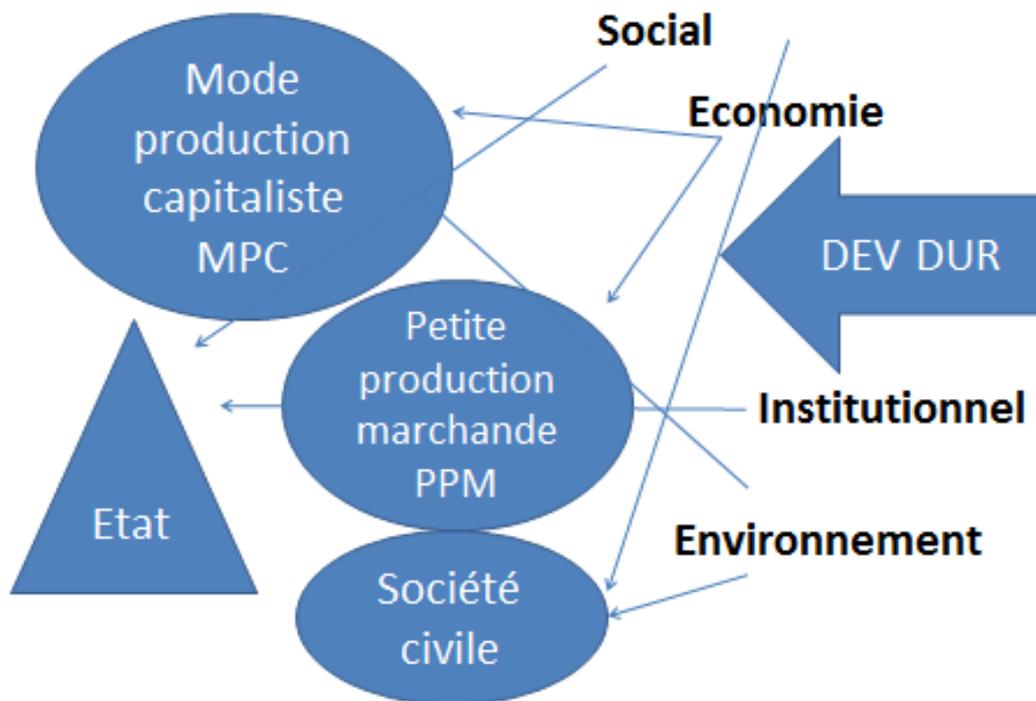
type de formation sociale. Ainsi, un même mode de production engendre une grande diversité de formations sociales, toujours sous la domination nationale ou mondiale d'un mode de production dominant.

Ce cadre d'analyse n'est donc pas réservé aux pays développés puisque les pays en développement sont soumis aussi bien au niveau national qu'international à cet enracinement et développement de la production capitaliste.

Le mode de production dominant est au cœur de la formation sociale, élément-clé du fonctionnement donc de l'analyse de chaque formation sociale. Cela suggère la manière dont le développement durable va impacter (ou non) la formation sociale étudiée.



## Formation sociale ← Transformations



### Transitions et trajectoire de développement durable

Actuellement, les changements qui peuvent s'opérer sont à court terme et relèvent des premières années de la mise en place de l'Agenda 2030 transformateur, seule « théorie du changement transformateur » partagée par tous à l'heure actuelle, comme le souligne Pr. Ignacy Sachs, Président du réseau international SDSN (Sustainable Development Solutions Network).

Dans un premier temps et étant donné que la cible concerne principalement, les changements de premier ordre, nous considérons que la priorité est de cerner et quantifier comment s'opère l'imbrication du développement durable dans les formations sociales spécifiques à chaque pays : ce qu'on a appelé

auparavant (années 1970-1980) l'éco développement. C'est l'objet de la phase d'apprentissage du développement durable telle quelle est conduite (ou devrait l'être) au cours des premières années de la mise en œuvre, au sein du réseau Enda, du Partenariat « Enda-UE » dénommé « Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en œuvre d'un agenda 2030 transformateur ».

Tous les processus actuels de transition vers l'éco-développement relèvent de cette problématique : transition agro-alimentaire, transition énergétique (décarbonisation), territorialisation des approches, transition urbaine (mobilité, assainissement, construction ; etc.), transports, agro-écologie, économie sociale et solidaire, économie circulaire, économie « verte », économie collaborative, etc....

C'est à ce niveau que, dans l'analyse et l'opérationnalité, le

développement durable et la transversalité des ODD prennent toute leur signification et ce sont ces moments de transition ou (embryons de transition) qu'il faut repérer.

Pour Enda la transition « vers quoi ? » signifie « une société « coproduite », fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, une société où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis » et il faut ajouter « en ne laissant personne sur le côté », principe intangible de la lutte contre la pauvreté repris dans l'Agenda 2030.

### Formalisation de l'objectif et choix de modèle ?

En termes d'évolution, de transition et d'objectifs des formations sociales étudiées, on se situe sur le sentier (trajectoire)



## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

d'un développement plus durable qui répond à un certain nombre de critères comme proposé dans le Guide pratique « Enda-UE » (p. 25 et ss). C'est d'ailleurs ce scénario, dit scénario (4) qui est préconisé par le Pr. Alioune Sall, Directeur de l'Institut des Futurs Africains, lorsqu'il analyse en matière de prospective africaine les 4 scénarios possibles pour le Continent. Ce « scénario 4 » corrobore la stratégie méthodologique développée dans l'Action « Enda-UE » (Guide pratique p.75)).

Pour A. Sall, « Le scénario (4) n'existe nulle part ni au nord ni au sud, il consiste en la transformation radicale des économies et des sociétés pour asseoir un développement durable et une croissance inclusive. Ce serait le triomphe d'un modèle qui concilierait croissance et justice, considérations environnementales et satisfaction des besoins du plus grand nombre grâce à une croissance soutenue... Ce modèle existe nulle part ce n'est pas parce qu'il n'existe pas qu'il n'est pas possible et plausible... »

Ce modèle est à l'inverse des logiques issues de Bretton-Woods et qui prévalent depuis plus d'un demi-siècle et, par étapes successives, ont débouché

sur le schéma de mondialisation actuelle, le modèle que l'on propose repose sur « des logiques de développement endogène qui consistent à s'appuyer sur les besoins des communautés de base, de ceux des groupes et collectivités décentralisées, et non des besoins du marché ».

### La Recherche/ Action est ainsi au cœur de la mise en œuvre des changements

Non seulement, le développement durable apparaît comme la construction à privilégier pour obtenir les changements souhaités (1er et 2nd ordre à terme) et en même temps cela conforte les méthodes de « recherche-action » à la base avec les acteurs, préconisées par Enda depuis presque 50 années.

Il s'agit donc maintenant de concentrer les travaux de la mise en œuvre de « l'Agenda 2030 transformateur » sur des recherches-actions autour des trajectoires de Développement durable repérées avec les populations et, en participation avec elles, cerner comment, en se référant aux critères de Développement durable, on peut avancer et accélérer les progressions vers un développement plus durable, en s'aidant et en s'appuyant, si nécessaire, sur des cibles définies pour les ODD (Objectifs de développement durable).

On constate aujourd'hui, par exemple, que la pandémie de COVID-19 et l'urgence climatique ont accéléré la compréhension

par les acteurs (population et gouvernants) de la nécessité de modifier notre paradigme économique, avec des appels à « reconstruire en mieux », reconnaissant qu'il ne peut y avoir de retour en arrière systématique à l'ancien ordre économique. Cela doit s'accompagner d'un changement radical dans la manière dont la société aborde la question fondamentale de ce qu'elle valorise.

L'économiste Mariana Mazzucato (2018) prône des changements délibérés et conscients des valeurs sociales : une réorientation de l'ensemble de l'économie, en transformant la production, la distribution et la consommation dans tous les secteurs en faveur du bien commun. Elle demande que le concept de « valeur » trouve sa juste place au centre du raisonnement économique si nous voulons répondre de manière significative à la question suivante : « Quel avenir voulons-nous ? »

Pour nous, la pérennisation de toutes ces avancées est basée sur l'élaboration de « social compact », puisque chaque acteur s'engage sur les actions qu'il doit réaliser pour lui et au bénéfice de la communauté.

De proche en proche, on constatera alors que des transformations de « second ordre » seront de plus en plus présentes au sein de la formation sociale tendant à terme vers une « société « coproduite », fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, une société où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis », vision de notre réseau Enda. ■

## ENDA JEUNESSE ACTION

# COVID 19 : Les enfants et jeunes travailleurs en première ligne

Ils sont fragiles. On a tendance à les négliger, au mieux à les protéger. Mais la pandémie à Covid-19 a plutôt montré une réelle maturité de la part des enfants et des jeunes. Encadrés par le Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs dont Enda Jeunesse Action est la structure d'appui, ils ont pris leur destin en main et ont plongé, eux aussi, dans la bataille contre cette pandémie.



**C'**est une année qui avait débuté sur de bonnes perspectives. Mais 2020 a sombré dans les pires lendemains avec une pandémie à coronavirus qui a laissé le monde exsangue. Le bilan est terrible. Avec plus de 4.257.539 morts en Afrique et de graves conséquences sur la vie socioéconomique des populations, c'est un avenir incertain qui se dessine. Un seul bémol dans ce désastre : la contamination légère des enfants, relativement préservés par leur immunité biologique face au virus. Mais malgré tout, Enda Jeunesse Action (Eja) a anticipé les mesures préventives en faveur de ces enfants et jeunes, mettant en place un plan de contingence et

sollicitant, auprès des partenaires techniques et financiers, une aide supplémentaire à allouer à leurs associations. Tout cela est allé aux 28 pays membres du Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (Maejt) dont Eja est la structure d'appui.

Ce plan, soutenu par des partenaires comme Oak Foundation, Ignite, Save the Children, Plan International, Service Social International – Afrique de l'Ouest (Ssi-Ao) et Belgicanat's, a facilité l'équipement de l'ensemble de ces pays, qui ont reçu chacun un ordinateur portable. Une assistance doublée, pour ces enfants, d'un fonds supplémentaire en vue de

développer des initiatives de sensibilisation à l'endroit de leurs camarades des groupes de base et des communautés. Ces financements ont contribué à mettre en avant l'ingéniosité des enfants et jeunes et leur sens de la solidarité. Avec ces fonds, ils ont pris des initiatives de sensibilisation, procédé à la production et à la distribution de matériels de protection et d'hygiène sanitaire et de vivres, procédé à l'organisation d'activités socio récréatives et des campagnes médias ainsi qu'à la production de supports de communication adaptés aux enfants.

En tant qu'acteurs dans la protection de la communauté,

les EJT ne se sont pas limités aux actions d'information, de sensibilisation et de communication. Ils se sont lancés dans des ateliers de renforcement de capacités à distance pour les enfants ou leurs pairs, en vue de leur autonomisation et de leur survie. De même, pour le respect de la distanciation sociale, une des mesures phares en cette période de Covid-19, ils ont initié des réunions virtuelles pour maintenir la dynamique du MAEJT.

## Développement d'initiatives d'information et de sensibilisation

Dans les mesures de protection prises, mais aussi de sensibilisation, les enfants ont développé une série d'activités qui les ont placés sur le front de la riposte à la pandémie.

- **Production et diffusion de supports de sensibilisation sur Covid-19**

Malgré les ravages que fait la Covid-19, certaines personnes ne croient toujours pas à l'existence de cette maladie. Pour changer cette perception, les EJT ont eu



à mener, dans différents milieux, des sessions d'information et de sensibilisation adaptées aux populations pour faire passer des messages, mais surtout pour toucher les populations qui se trouvent éloignées des canaux de diffusion de masse. Ces sessions ont porté sur la production de sketches, poèmes, affiches et vidéos sous forme de supports audio/visuels, en différentes langues communautaires, nationales et internationales. Ces supports qui traduisent la situation des populations en cette période de pandémie, ainsi que les mesures à respecter pour

s'en sortir, sont une façon de tenir tout le monde informé. Ils sont partagés et diffusés dans différents points de rassemblement jusque dans les marchés, les gares et autres lieux, mais aussi dans les réseaux sociaux tels WhatsApp, Twitter, Facebook,

Instagram YouTube. *Selon Nyasha Simon Dick, chargé de communication de la Coordination Nationale des Aejt du Zimbabwe : «Les médias sociaux se sont avérés cruciaux dans la lutte contre la désinformation au sein des communautés. Grâce aux guides de poche Covid-19, aux vidéos explicatives et à la lutte contre les mythes, nous avons réussi à faire en sorte que des informations correctes soient communiquées aux communautés, et en particulier aux femmes des zones urbaines et rurales du Zimbabwe. Whatsapp et Facebook se sont avérés très utiles car ils sont largement utilisés».*

- **Production et distribution de matériels de lavage de mains et de vivres**

Pour la production et la distribution des masques, des ateliers de confection installés un peu partout ont tourné à fond, avec des enfants et des jeunes couturiers qui ont joué leur partition derrière les machines. Par soucis de protection et de solidarité avec leurs pairs, ces





masques ont été distribués à leurs camarades dans les groupes de base, aux enfants les plus exposés tels que enfants qui travaillent dans les marchés, dans les gares routières et aux populations démunies.

*C'est ainsi qu'au Cameroun, dans les villes de Bertoua, Yaoundé, et Maroua la coordination des Aejt a formé les enfants et leurs parents en la fabrication de cache-nez pour s'auto protéger de la COVID-19. En outre, les EJT ont fabriqué 700 kits de lavage de mains qu'ils ont distribués dans les villages et lieux publics. Au Togo, ce sont 2500 masques qui sont distribués aux enfants et jeunes dans plusieurs localités et 08 dispositifs de lave-mains sont dotés aux enfants, jeunes et parents dans les communautés (lieux publics).*

• **Distribution des kits d'hygiène et de lavage de mains :** Toujours avec l'appui des partenaires financiers et techniques pour veiller à l'hygiène, renforcer les capacités de résilience des populations face à la crise sanitaire et les doter de compétences requises pour leur autonomisation, les enfants et jeunes travailleurs, ainsi que certaines familles vulnérables, ont été initiés à la fabrication de savon liquide et solide ou de gel hydro alcoolique. La distribution de ces articles s'est faite jusque dans les zones rurales et ou frontalières les plus reculées

pour contribuer à la protection des populations, notamment des enfants. Ce furent des moments, pour ces jeunes, de s'occuper et de se rendre utiles à leurs communautés tout en respectant les mesures barrières pour prévenir la transmission du Covid-19.

• **Partage de repas chauds :**

la pandémie du Covid-19 a mis à rude épreuve le marché du travail, ainsi que le système éducatif et les é c o n o m i e s des ménages, exacerbant ainsi la vulnérabilité des populations. Le confinement

décrité par la quasi-totalité des Etats, pour freiner la propagation du coronavirus, a eu des impacts sur le marché du travail. Beaucoup de chefs de famille se sont retrouvés sans emploi ou en chômage technique, creusant les inégalités entre riches et pauvres. C'est dans ce contexte, qu'avec les fonds reçus des partenaires, les EJT ont procédé, dans certains pays, à la distribution de repas et denrées aux enfants, aux jeunes et aux familles démunies pour les renforcer dans leur résilience. Car les mesures prises par les Etats tels le confinement, le couvre-feu ou encore l'état d'urgence, ont eu

des répercussions économiques sur les foyers et par ricochet des impacts sur la vie des populations. Les EJT se sont alors mobilisés et ont récolté et distribué des vivres en faveur des familles vulnérables. *Une initiative ayant soulagé les nécessiteux que Nantozzi Agnes, une jeune*



*Ougandaise de 17 ans magnifique en ces termes : «Pendant le confinement, j'ai perdu ma mère. Malheureusement, mon père a également été arrêté parce qu'il rentrait à la maison aux heures du couvre-feu. Lorsque j'ai appris par notre président que l'association allait donner de la nourriture aux familles vulnérables, je me suis assurée d'être sur la liste. Cette nourriture nous a vraiment aidés à surmonter la tempête pendant ces moments très difficiles. C'était une bénédiction. Merci au MAEJT et au WCYM d'Ouganda».*

## ORGANISATION D'ACTIVITES SOCIO-RECREATIVES

C'est à travers de petites vidéos et affiches produites et partagées via les réseaux sociaux, que les enfants et jeunes travailleurs ont développé leurs actions dans le domaine psychosocial, où les activités d'animation

ont occupé les «Espaces amis des enfants » permettant à ces derniers de se divertir et de sortir des régimes fermés dans les maisons. Car dans ces périodes de confinement et de restriction des liens sociaux, les enfants ont

eu besoin d'activités ludiques. Réunis à travers les réseaux sociaux, ils ont mis en place des compétitions /animations avec des chansons, des poèmes, des dessins ou affiches pour s'évader des atmosphères fermées.

## ORGANISATION DE CAMPAGNE MEDIA

**Les médias sociaux et autres campagnes médiatiques :** A travers les réseaux sociaux et une campagne médiatique à l'appui, les EJT ont eu a sensibilisé les populations sur les symptômes de la maladie à coronavirus, les gestes barrières, les comportements à adopter et où se rendre en cas de contamination. Dans tous les 28 pays membres du Maejt, des centaines d'EJT mènent, depuis le début de la pandémie, une communication à plusieurs niveaux. Ils produisent des affiches et de petites vidéos éducatives sur la Covid-19 qu'ils partagent sur les réseaux sociaux, animent des émissions radio/Tv communautaires ou à l'échelle nationale pour sensibiliser et faire comprendre l'impact de la Covid-19 sur les enfants en général et les EJT en particulier. Des émissions au cours desquelles ils

partagent leurs expériences et les problèmes auxquels les enfants sont confrontés en cette période de pandémie. Parmi les problèmes majeurs exacerbés par le confinement que soulèvent les enfants, figurent, entre autres, les violences

domestiques, l'exploitation, les abus, la négligence, etc. Ce sont des occasions que saisissent les EJT pour interpeler les acteurs et les décideurs, ainsi que les parents, sur le respect des droits de l'enfant.



## ORGANISATION DE RÉUNIONS VIRTUELLES

Par contre, dans l'impossibilité de mener des activités en présentiel en raison des mesures de restriction, les EJT, sous l'appui technique d'Enda Jeunesse Action, ont tenu des réunions virtuelles via la plateforme Zoom pour échanger et partager des expériences sur la situation des enfants, les effets de la pandémie sur leur vie, ainsi que les initiatives prises au niveau national et régional. Ces réunions sont tenues entre EJT au niveau national, et au niveau régional entre le Maejt et les partenaires dudit Mouvement tels Save the Children, World Vision, Plan International, Sos Villages, Unicef,

Care International, Terre des hommes, Enda Jeunesse Action et Educo. Certains ateliers ou forums qui devaient se faire en présentiel se sont faits en ligne. Tout ceci a aidé maintenir la dynamique du Maejt et à continuer à mener des activités en tant que Mouvement panafricain pour la protection des enfants et le respect de leurs droits. Mais aussi, les 19 et 20 novembre 2020, le Maejt a tenu en ligne son forum des enfants et jeunes du Sahel sur le thème : « Engagement des enfants et jeunes d'Afrique dans la protection de leurs pairs en zones de conflits ». A cette occasion, le Mouvement a partagé les

expériences de protection des enfants par les organisations d'enfants et de jeunes dans les zones en crise au Sahel. Elle a aussi, malgré les restrictions liées à cette pandémie qui a freiné ses actions en 2020 ; appelé les Etats et les OSC à l'action pour un renforcement des systèmes de protection des enfants dans la région.

**Aimé BADA,**  
**Coordonnateur Régional**  
**Equipe Enda Jeunesse Action** ■



ENDA CACID

## Les effets de la COVID 19 sur le commerce trans-frontalier dans la CEDEAO

Dans une région ouest-africaine où l'intégration régionale, avec la libre circulation des biens et des personnes, est une donnée fondamentale des échanges commerciaux, la Covid-19 et ses restrictions sont venues déréguler ce cadre, avec des conséquences difficiles pour les communautés S qui vivent de ce secteur. Pour en mesurer les effets dans le commerce régional, Enda Cacid a commis une étude sur « les conséquences de la pandémie sur la circulation des marchandises et des personnes dans les corridors de l'Afrique de l'Ouest ». L'étude a concerné 252 acteurs, répartis sur six corridors, issus de différentes catégories socio-professionnelles (commerçants, transporteurs/camionneurs, douane et service de migration). Edifiant.



sures sur les acteurs en termes de baisse, de perte d'activités et de revenus, etc., et proposer des recommandations pour la relance efficace de leurs activités dans la phase post Covid-19. L'étude a concerné, en particulier, des douaniers aux frontières, des services de migration, des transporteurs de voyageurs et camionneurs ainsi que les commerçant(e)s. Il a visé 252 acteurs sur 6 corridors de la région ouest-africaine que sont : Dakar-Bamako, Cotonou-Niamey, Abidjan-Ouagadougou, Téma-Ouagadougou, Lomé-Ouagadougou et Lagos-Kano-Niamey.

Six corridors essaient l'Afrique de l'Ouest, où circulent entre 20 et 75 % du commerce intra-régional. Créateurs d'emploi et moyens d'existence pour les groupes désavantagés et marginalisés, ces couloirs qui structurent les territoires et redimensionnent les échanges économiques régionaux, ont connu, avec la crise sanitaire liée à la pandémie à Covid-19, un ralentissement qui a paralysé le commerce transfrontalier. Car, en Afrique de l'Ouest, la fermeture des frontières, une des réponses des autorités face à la pandémie à

Coronavirus, a bouleversé les échanges entre pays, limitant la mobilité des personnes et des marchandises et impactant négativement les acteurs des échanges commerciaux. Enda Cacid, en partenariat avec Osiwa, a cherché à mesurer les effets de ces restrictions, avec une étude lancée sur un échantillon composé d'acteurs opérant sur les corridors ouest-africains.

Cette étude visait notamment à dresser un état des lieux des mesures restrictives prises par les États au niveau des frontières, évaluer les effets de ces me-

### Le commerce en berne

Ce qui frappe, de prime abord, dans cette étude menée de juillet et septembre 2020 à travers des soumissions de questionnaires, c'est que les corridors se vident de leur circulation sans fin. Surtout à cause du fait que les commerçants ont moins voyagé, passant de quatre déplacements avant la COVID-19 à une seule rotation pendant la crise sanitaire. Soit une réduction de 75 % de leurs voyages. Les restrictions se sont surtout faites sentir dans le corridor Dakar-Bamako et dans



le corridor Lagos-Niamey où la fluidité des échanges s'est réellement faite sentir. Par contre, entre Téma-Ouaga, Lomé-Ouaga et Lagos-Kano-Niamey, le ralentissement du flux était moindre.

Il reste que les conséquences se sont faites partout sentir, avec une moyenne des achats qui est passée de 5,5 millions de F Cfa avant la crise sanitaire, sur l'ensemble des corridors ouest-africains, à 2,6 millions de FCfa par voyageur pendant la crise. Soit une baisse de 52 %. Quant aux ventes, leur valeur moyenne est passée de 5,6 millions de F Cfa à 3,1 millions, soit une baisse des ventes moyennes de 45 %. Les résultats indiquent également qu'en moyenne, les revenus des commerçants ont sensiblement baissé. Là où ils gagnaient quelque 559 000 F par voyage avant la Covid-19, ils se sont retrouvés avec 194 000 F par voyage, soit une baisse du gain net de 65 %. Ainsi, depuis l'avènement de la Covid 19, le commerçant transfrontalier a perdu environ 2,2 millions de F CFA. Sans compter que le temps mis pour écouler leurs produits qui a presque doublé, passant de

15 jours avant la crise sanitaire à 27 jours en moyenne pendant la crise.

### Camionneurs et transporteurs : les convois se vident

Du côté des transporteurs et camionneurs, on également la crise qui passe, réduisant le nombre de voyages et de passagers. Réduction aussi du volume

de marchandises et chute du commerce transfrontalier. Car là où un camionneur transportait en moyenne 36 tonnes avant la crise, il s'est retrouvé ensuite avec 33 tonnes. Soit une baisse du volume transporté de 8 % et un gain net moyen qui est passé de 269 000 F à 81.000 F. D'où une réduction d'environ 70 %. Le tableau n'est cependant pas identique. Car si les transporteurs ont senti souffler le vent de la crise,





les camionneurs l'ont subi avec une plus faible intensité avec un impact moindre des pertes de recettes sur le gain net, passant de 489 000 F avant la crise à 324 000 F. Soit une réduction de 34 %.

Il reste qu'à partir de la survenue de la crise sanitaire jusqu'à la période de l'enquête (environ de mars à juillet-septembre 2020), les transporteurs de passagers ont perdu en moyenne 11,4 millions de francs contre 3 millions environ pour les camionneurs.

## Douanes et forces sécurité: Les barrières baissées

Autre secteur frappé par cette crise, les forces de défense et de sécurité. En particulier la Douane et les services de migration, des acteurs incontournables dans le dispositif des corridors. Le premier est une institution fiscale chargée de la perception des droits et taxes dus à l'entrée de marchandises, les seconds ont

pour mission de contrôler l'identité des passagers. Tous ont connu un bouleversement de leurs activités. A titre d'exemple, le nombre de véhicules au niveau de la police malienne est passé de 200 avant la crise à 10 pendant la Covid-19, soit une baisse de 95 %. Et dans le corridor Lagos-Kano-Niamey, le nombre de véhicules est passé de 100 avant la crise sanitaire à 10 pendant la crise, soit une baisse de 90 %.

Du côté des douanes, on note également une baisse significative du nombre de dédouanements. Les services béninois (sur le corridor Cotonou-Niamey) et burkinabè (sur le corridor Lomé-Ouagadougou), sont les plus touchés par cette contraction. Pour les douanes burkinabè le volume et la valeur des marchandises dédouanées sont passés de 180 à 60 tonnes, soit une baisse de 67 %, et de 23,8 à 7,7 millions de FCFA, soit une baisse de 68 %. Côté béninois, le volume est passé de 150 à 80 tonnes, soit une réduction de 47 % et la valeur est

passée de 5 à 1,5 million de FCFA, soit une baisse de 70 %.

Recommandations pour la relance des activités post-COVID-19

Des recommandations sont formulées en direction des Etats et de la Cedeao, à l'issue de l'analyse des données collectées. Aux Etats, il est demandé entre autres que des mesures soient prises par les gouvernements pour soutenir les commerçants et transporteurs en commun et de marchandises afin de relancer leurs activités. Ces mesures peuvent consister en une réduction des taxes intérieures, du prix du carburant et l'octroi d'aides financières. En un mot, un véritable plan de relance doit être adopté dans chaque Etat pour soutenir le secteur du commerce transfrontalier. Ces mesures pourraient aussi passer par l'octroi de prêts à des taux préférentiels et des conditions de remboursement assouplies aux acteurs du commerce transfrontaliers, surtout aux femmes. ■

### Des crédits difficiles à honorer

D'autres indicateurs ont été abordés dans l'étude, comme le type de commerce, la destination et la provenance des marchandises, l'état des routes et les sources de financements des commerçants et transporteurs qui ont, dans leur majorité, contracté des dettes difficiles à honorer. Selon les données de l'enquête, 51 % des commerçants ayant contracté un crédit dans cette période de crise n'arrivent pas à honorer leurs engagements. Notamment les femmes, qui sont les plus frappées par cette incapacité financière.

Une situation face à laquelle, les structures d'octroi de crédit ont des attitudes diverses vis-à-vis des commerçants. La majorité (environ 43 %) a été sensible à ces difficultés, ne faisant encore rien face au non-respect de l'échéance initialement fixée. Certaines structures de crédit (25 %) ont même reporté les échéances de paiement. D'autres (7 %), par contre, menacent les créanciers qui ne sont pas à jour de leurs obligations et certaines (14,3 %) ont même procédé à la saisie de la garantie.



## ENDA LEAD AFRIQUE FRANCOPHONE

### RESILIENCE DES COMMUNAUTES

# Un révélateur de la précarité économique et de la vulnérabilité sociale

L'année 2020, avec la pandémie à Covid-19, a été caractérisé par un contexte social, économique et sanitaire qui a exacerbé la vulnérabilité des couches sociales les plus faibles. D'après l'Organisation internationale du travail (Oit), les facteurs favorables à la diffusion de cette maladie sont surtout notables dans les activités menées par les acteurs de l'économie informelle. Ces activités, souvent exercées dans l'espace public et dans des lieux où la concentration humaine est forte, souffrent de nombreuses contraintes : faible aménagement, niveau de salubrité limité et peu ou pas d'équipement d'hygiène nécessaire. Les secteurs les plus illustratifs de l'économie informelle sont aussi ceux qui sont le plus affectés par les mesures de prévention de la Covid, notamment les mesures de restriction de circulation, voire de confinement.

Enda Lead Afrique Francophone a effectué deux études illustrant les impacts de cette crise sanitaire sur les communautés d'orpailleurs dans la région de Kédougou (juillet, 2020), et sur les communautés de pêcheurs réparties entre les localités de la Grande Côte au Sénégal, allant de Saint Louis à Cayar, en passant par Gandiol, Potou et Lompoul, puis allant de Bargny à Djiffer, en passant par Mbour et Joal sur la Petite côte (décembre, 2020).

## INDUSTRIES EXTRACTIVES

### L'orpaillage en berne

Le 17 mars 2020, le ministère des Mines et de la Géologie annonçait la fermeture des sites d'orpaillage identifiés comme zones à risque. La fermeture de ces sites, véritables vecteurs de

propagation de la Covid-19, a affecté les communautés d'orpailleurs privées de leurs activités génératrices de revenus. En sus, l'orpaillage a été interdit pendant l'hivernage afin d'éviter les éboulements mortels, ce qui a accentué d'autant le niveau de vulnérabilité des communautés d'orpailleurs. Malgré ces mesures de précaution le danger rode. Ainsi un cas confirmé est communiqué par la Région

médicale de Kédougou, à la date du 7 août 2020. Ce cas se distinguait dans un total de trente-neuf cas positifs, dont un guéri. Il y avait cependant zéro décès, zéro cas grave, mais trente-huit malades étaient sous traitement et 224 cas contacts suivis par le district sanitaire de Kédougou.

Pour faire un diagnostic du niveau de vulnérabilité des orpailleurs face à cette crise sanitaire, une enquête de terrain est lancée auprès des communautés villageoises dans les départements de Saraya et de Kédougou. Pour Enda Lead, qui a mené cette étude, il s'agissait d'analyser et de comprendre les effets négatifs liés à la pandémie à Covid-19 sur les communautés d'orpailleurs, ainsi que leurs capacités d'adaptation face à ce choc. Car la fermeture des sites d'orpaillage, combinée à la situation déjà précaire dans la région de Kédougou, avec un taux de pauvreté élevé de 71%,





avaient accentué la vulnérabilité des communautés locales. En effet, le développement de l'orpaillage dans la région, avec ses impacts sur l'économie locale et régionale, est d'un potentiel considérable dans l'amélioration des conditions socio-économiques des communautés. Il ne manque pas non plus de créer un effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie locale comme l'agriculture, le transport et le commerce (Lead, 2017).

L'équipe de Lead a parcouru quatorze villages abritant chacun un «dioura», entre les départements de Kédougou et Saraya, tenant des focus groupes qui ont lieu à Bondala, Bantaco, Sambambougou, Tenkoto, Missirah Dantilah, Kharakhéna, Tenkotonding, Samécouta, Kolya, Moussala, Khossanto, Mandancoy, Mouran et Wassangran.

Une matrice a été élaborée Elle a permis d'évaluer la sensibilité des activités génératrices de revenu face aux mesures prises par l'Etat, mais aussi de mesurer la sensibilité des orpailleurs eux-mêmes face à la pandémie.

### « L'agriculture nous nourrit mais l'orpaillage nous développe... ».

Cette assertion est d'un responsable coutumier de Mandancoy, village situé à 60 km au nord de Kédougou. Elle renseigne sur l'importance de ces deux activités génératrices de revenus et aurait pu être partagée par la plupart des villages aurifères de la région de Kédougou. De fait, elle traduit la nécessité de penser à des mécanismes pouvant faciliter, en même temps, la rentabilité et la durabilité de l'orpaillage ainsi que l'agriculture. Car l'orpaillage, qui constitue la principale activité et la source

de revenus dans les villages aurifères, elle tend à «tuer» la terre. Ce vecteur essentiel du développement socioéconomique local, qui contribue de façon considérable au bien-être des communautés et impacte de manière concentrique sur les autres domaines comme l'agriculture, l'élevage, le commerce, les loisirs, la restauration, etc., reste une activité si rentable qu'elle étouffe en particulier l'agriculture, attirant notamment les jeunes, dans une région essentiellement agricole.

L'assertion faite par le leader de Mandancoy renseigne par ailleurs sur une évidence qui entraîne Kédougou dans la perte de son identité mais aussi dans la perte de durabilité de son développement. En effet, les communautés d'orpailleurs ont privilégié ces dernières années l'exploitation artisanale de l'or au détriment de l'agriculture, reléguant au second plan les cultures vivrières telles que le mil, le maïs, le sorgho, le riz et le fonio, ainsi que les cultures industrielles telles que l'arachide et le coton. Au moment donc l'Etat du Sénégal a pris ces mesures, dans le cadre de la gestion de la pandémie à Covid-19, l'interdiction de l'accès aux «dioura» a exacerbé la vulnérabilité socioéconomique des communautés d'orpailleurs.

Mais ce phénomène renseigne sur l'importance de ces deux activités génératrices de revenus dans les villages aurifères de Kédougou. Mais aussi sur la nécessité de penser à des mécanismes pouvant faciliter en même temps leur durabilité et sur les dispositifs à mettre en place pour une bonne prise en compte des orpailleurs dans le Programme de résilience économique et social (Pres) qui intègre la communauté de migrants de la sous-région.

Car venus du Mali, du Burkina Faso, de la Guinée, du Ghana, etc., des milliers de migrants ont transformé cette région en zone d'afflux considérable, à la poursuite de l'or. Seulement, les principaux bénéficiaires du Pres sont les entreprises formelles, notamment dans le secteur du tourisme, de l'hôtellerie, de l'éducation, du transport, laissant ainsi en rade la majeure partie du secteur informel, dont les orpailleurs.

La situation pourrait devenir encore plus difficile dans un contexte de marasme socioéconomique généralisé à cause de la crise sanitaire. Car l'une des conséquences pourrait être une hausse des prix de l'or. Avec un registre de récession mondiale prédite par l'essentiel des résultats de recherches (Laborde et al. 2020), l'impact majeur serait l'élargissement et l'approfondissement de la pauvreté, surtout des orpailleurs en milieu rural. En effet, avec l'afflux supplémentaire de migrants provenant aussi bien de l'intérieur du Sénégal que des pays limitrophes, ainsi que son lot d'insécurité et de nécessaire accroissement des besoins en infrastructures sociales de base (santé, éducation, eau, assainissement, etc.), les éléments d'une crise socioéconomique sont vite réunis.

Il apparaît primordial, devant cette crise sanitaire qui dure, que toutes les parties prenantes (gouvernement, partenaires techniques et financiers, organisations d'orpailleurs, etc.) mettent à disposition les moyens et les stratégies nécessaires pour une bonne réussite des mécanismes de renforcement de la résilience, face à la possibilité d'une nouvelle vague de la pandémie. Et de songer à la relance économique post-Covid. ■

## ENDA TUNISIE

# Les entrepreneurs de la COVID 19 : de la survie à la résilience « L'entrepreneuriat est un sport de combat » (Matthieu Langeard)

## L'économie tunisienne mise à rude épreuve

Enda a côtoyé et a travaillé pendant plus de 30 ans avec les petits entrepreneurs, avec les jeunes en difficulté, avec les enfants et les femmes vivant dans une précarité aussi bien sociale qu'économique. Contre toute attente, la Covid-19 a constitué une opportunité pour ces entrepreneurs afin de remettre en question certaines de leurs pratiques en faveur de modes de production responsables. Elle a favorisé l'émergence de l'innovation frugale, où des solutions simples, peu coûteuses et ingénieuses ont vu le jour, mettant la technologie au service des communautés les plus défavorisées, réconciliant l'homme et son environnement. On en voit déjà des petites étincelles et des lueurs...



La pandémie mondiale de la Covid-19 confronte la Tunisie à une crise sanitaire sans précédent, mais expose aussi l'économie nationale, déjà fragile et très dépendante de la conjoncture nationale et extérieure, à une récession et à une aggravation du déficit budgétaire. Selon une étude nationale, cette crise met les entreprises tunisiennes à rude épreuve, affectant en premier lieu les micros et très petites entreprises (Mtp) qui souffrent d'une grande fragilité financière,

particulièrement celles employant le plus grand nombre (de 3 à 5 salariés). Cette situation s'est aggravée suite à la Covid-19. Les secteurs les plus affectés étant, par ordre décroissant, les Transports et l'entreposage, le commerce et les réparations, l'hébergement et la restauration, l'industrie textile, l'habillement, le cuir et les chaussures, les autres services, l'Information et la communication, mais aussi les autres services personnels. L'économie tunisienne compte plus 770 000 entreprises (chiffres

de 2017). Plus de 97% de ces entreprises sont des Mtp et emploient plus d'un million de personnes. La valeur ajoutée totale de ces Mtp a été estimée, en 2018, à près de 11 450 millions de dinars tunisiens (Mdf), soit 10,9% du Pib. Et les Mtp dirigées par des femmes contribuent pour environ 1,8% du Pib, alors que les celles de moins de 2 salariés contribuent à hauteur de 7,3% du Pib, contre une contribution 3% du Pib de la part des Mtp employant entre 3 à 5 salariés. Mais il y a aussi les populations



les plus précaires, souvent employées dans les secteurs les plus vulnérables et exerçant des activités génératrices de revenus informelles, et vivant d'activités saisonnières et de micro-projets peu, voire non, résilients. Ces populations risquent à tout moment de se retrouver totalement démunies. D'autant plus que plusieurs de leurs membres ne disposent que de services financiers informels peu fiables pour se couvrir contre ses aléas (aides de la famille et des amis, ou bien recours aux usuriers).

## Accompagner la survie des entreprises

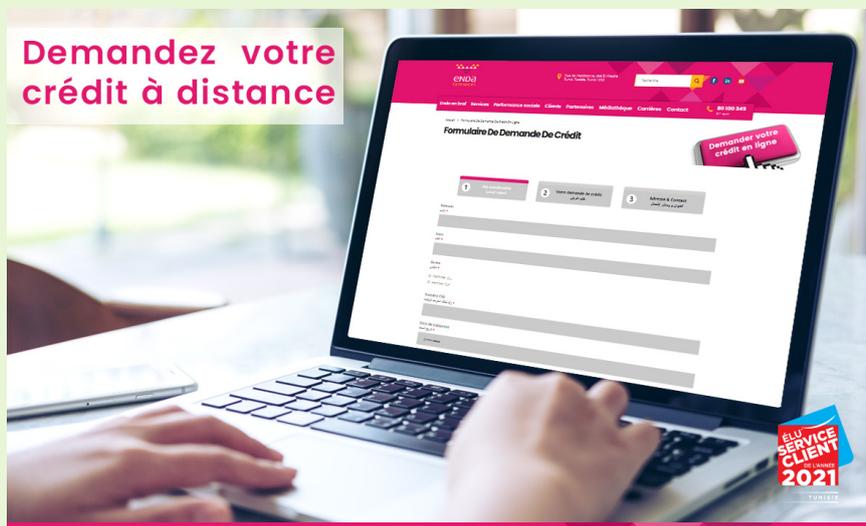
Qui dit Covid-19 parle obligatoirement de détresse, de peur et de fragilisation. Cette inquiétude est amplifiée au vu de l'impact de cette crise sur la vie des Tunisiens. Enda Inter-arabe s'estime dès lors en devoir d'apporter sa contribution pour alléger le fardeau. Cette crise aux allures de tournant, nous a d'ailleurs permis de nous remettre en question et de réapprendre à mieux exploiter les nouvelles technologies pour servir et accompagner le plus grand nombre de ses bénéficiaires. Ainsi, elle a entrepris de développer une stratégie visant renforcer la

cohésion et l'autonomie financière des personnes les plus vulnérables, accompagner la survie de leurs entreprises, permettre à celles-ci de saisir des opportunités et de se développer, pendant mais aussi au-delà de la Covid-19, en :

- adoptant une approche exhaustive, systémique et inclusive, centrée sur l'entrepreneur ;
- mettant en place des solutions de financement personnalisées et innovantes ;
- augmentant la réactivité de l'institution ;
- déployant des actions correctives à court terme ;
- mettant en œuvre des interventions micro-ciblées selon les besoins et les perspectives de l'entreprise ;
- favorisant la résilience des entrepreneurs à moyen et long terme, en stimulant leur confiance, leur capacité à faire face aux imprévus, à en extraire les enseignements et à saisir les opportunités, mais aussi
- en s'assurant que toutes les interventions déployées dans le cadre de cette stratégie sont reproductibles et en train de produire les impacts escomptés.

Depuis le début de la crise, Enda a été à l'écoute des entrepreneurs, de leurs préoccupations et de leurs besoins. Elle a prôné une approche prenant en compte l'ensemble des dimensions psychologiques, sociales et économiques de l'entrepreneur, mais aussi son entourage avec :

- 1 - la collecte de dons financiers et en nature pour venir en aide aux familles qui n'avaient plus accès à un revenu décent, voire de quoi subvenir à leurs besoins primaires ;
  - 2 - la mise en place d'une cellule d'écoute et d'orientation ;
  - 3 - une assistance psychologique aux client(e)s, mais aussi aux membres de leur ménage et de leur communauté ;
  - 4 - un appui financier aux entreprises, mais aussi aux ménages,
- la révision des méthodes de validation des dossiers de crédit
  - la réduction des délais d'attente
  - l'augmentation du prêt moyen
  - le rééchelonnement des prêts en cours
  - la révision des échéanciers de remboursement par l'augmentation de la durée avec réduction du montant des échéances
  - la négociation de contrats de prêts combinés à des périodes de grâce ou de repos selon la capacité actuelle de remboursement
  - le refinancement et l'octroi de prêt complémentaire selon la saisonnalité de l'activité du projet en difficulté et les besoins d'investissement, tenant compte de la capacité de remboursement du (de la) client(e),
  - l'introduction d'une nouvelle méthode "remboursement par palier" dans le montage fi-





## MOHAMED ZMANDAR La micro-finance en bandoulière

**S**a fine connaissance des arcanes de la micro-finance et son savoir-faire aiguisé lui ont permis de reprendre le flambeau d'Essma Ben Hamida, figure tutélaire de l'entrepreneuriat social en Tunisie. Nommé en 2019, directeur général d'Enda Tamweel après en avoir gravi tous les échelons, Mohamed Zmandar a réussi à consolider le capital humain d'une institution qui peut se prévaloir d'être, depuis pratiquement 30 ans, le porte-drapeau de l'inclusion financière et sociale en Tunisie, en même temps qu'il a donné une nouvelle impulsion avec la transformation digitale du Groupe. L'institution a réussi à renforcer son positionnement sur le digital avec l'introduc-

tion d'un nouveau système d'information et l'élargissement de l'offre, ce qui a permis d'amortir le choc de la crise sanitaire. Elle a parallèlement poursuivi l'expansion de son réseau avec un total de 102 agences.

Enda Tamweel a reçu le label «Elu Service Client de l'année 2020» et a obtenu pour la deuxième fois consécutive la certification «Smart Campaign» pour la protection des clients ainsi que la norme AML 30000 pour la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le terrorisme.

Enda a, par ailleurs, réussi à maintenir sa notation BBB- par l'agence de notation internationale Fitch Ratings, un plébiscite pour une institution qui demeure une référence à l'échelle nationale et régionale. ■



nancier des dossiers de crédit, qui s'adapte aux flux de trésorerie des activités,

- le décalage des échéances de 3 à 6 mois, sujet à une demande formelle de la part du (de la) client(e),
- le prêt solidaire au profit du ménage,
- 5 - L'éducation financière et la gestion d'entreprise en temps de crise ;
- 6 - La promotion de la culture digitale et de l'utilisation des services digitaux financiers et non financiers
- la promotion de l'utilisation des services digitaux financiers pour une meilleure expérience client,
- la promotion de l'utilisation des moyens digitaux lors de l'octroi et du remboursement, l'introduction de nouvelles applications digitales telles que

Flouci et Prosperus,

- la mise en place d'un parcours agent crédit digitalisé et fluidifié,
- des services digitaux financiers et non-financiers accessibles et adaptés, notamment suite à l'avis favorable émis par les autorités concernant la mise en place de l'établissement de paiement Enda,
- 7 - Un soutien juridique, fiscal, social et comptable afin de bénéficier des exemptions et des avantages mis à leur disposition par le Gouvernement (un accès qui s'est avéré assez difficile pour les client(e)s) ;
- 8 - Des solutions et des startups innovantes pour soutenir la survie et la durabilité des entreprises de client(e)s:
- une série de Hackathon et de camps d'idéation pour permettre aux jeunes entrepre-

neurs de penser des solutions basées sur les principes d'économie de partage, de collaboration et de plateforme

- des actions de réseautage et de mise en relation avec des initiatives, des entreprises et des startups existantes.
- 9 - un accompagnement adapté et personnalisé établi suite aux impacts, besoins et opportunités déclarés par le client(e) et à travers des sessions de coaching de groupe et individuelles, et un accompagnement de proximité sur le terrain, permettant d'approfondir le diagnostic des besoins, d'établir un plan d'accompagnement afin de faire face à des difficultés, surmonter des défis, saisir des opportunités et faciliter des mises en réseau entre client(e)s. ■



## ENDA PRONAT

# Les femmes, pionnières de l'agroécologie au Sénégal

Depuis ses débuts, Enda Pronat a développé une relation privilégiée avec les femmes rurales, premières à s'engager dans les expérimentations agroécologiques au Sénégal. Jusqu'à présent, elles jouent un rôle majeur dans la transition agroécologique, en tant qu'actrices de transformation au sein de leur communauté, et Enda Pronat les accompagne à travers différents leviers.



Au-delà des aspects portant sur l'équité et la justice sociale qui tiennent à cœur à Enda et qui amènent l'organisation à intégrer naturellement les femmes au même titre que les hommes dans l'ensemble de ses interventions, le rôle majeur des femmes dans la transition agroécologique a poussé Enda Pronat à mener des actions spécifiques avec ces pionnières, dans ses différentes zones d'ancrage.

Dans les années 80, alors qu'Enda Pronat lance des expérimentations pour chercher des alternatives aux produits agro-chimiques, les femmes sont les premières à répondre à l'appel. C'est en développant la recherche action avec elles que le problème de leur accès aux ressources productives, particulièrement au foncier s'est posé.

En effet, au Sénégal, en dépit de la Loi sur le Domaine national qui prône un accès équitable des hommes et des femmes aux terres, le droit coutumier continue d'être appliqué dans la plupart des régions. Les terres sont détenues par les hommes, et les femmes ne sont pas souvent consultées pour les prises de décisions concernant leur gestion. Face à ces freins socioculturels, Enda Pronat tente d'influencer progressivement les pratiques locales.

Des sensibilisations sont ainsi organisées auprès des hommes et des femmes sur le bien fondé de l'accès des femmes au foncier, en lien avec la sécurité alimentaire des familles, mais aussi avec le bien-être global de la famille et de la communauté. Des échanges sont entrepris avec les hommes, notamment ceux qui exercent

une influence ou sont impliqués dans la gestion foncière (les chefs coutumiers, les notables et religieux, les élus locaux, les autorités administratives locales...). Et les capacités politiques, civiques, intellectuelles et économiques des femmes sont renforcées afin qu'elles puissent revendiquer leurs droits et engager des négociations dans leurs communautés.

C'est ainsi que le pourcentage de demandes foncières individuelles de femmes dans les communes d'intervention d'Enda Pronat augmente sensiblement. Alors qu'il atteignait rarement 20% avant les sensibilisations d'Enda Pronat en 2018, le pourcentage de demandes des femmes dans les communes avec lesquelles Enda Pronat collabore atteignait par la suite 48 % à Chérif Lô, 55 % à Darou Khoudoss ou encore 41 % à Keur Socé. A Tattaguine, là où les femmes n'avaient aucune délibération en leur nom il y a 5 ans, en 2020, 17 % des délibérations accordées par la commune l'ont été à des femmes.

On peut aussi citer des femmes comme Haby Sene à Landou (commune de Keur Moussa), qui s'est dressée face aux tractopelles et a entrepris des demandes d'attribution pour sécuriser les terres de ses enfants face aux velléités foncières. Et toutes les femmes de son village et des villages alentour qui, en l'absence



des hommes partis travailler en ville ou en migration, se sont organisées et ont retroussé leurs manches pour pratiquer la lutte anti érosive avec l'accompagnement d'Enda Pronat, afin de restaurer 120 hectares de terres rongées par l'érosion, et les remettre en valeur avec l'agroécologie.

Ou encore les femmes de Lérabé (commune de Guédé Village) qui ont négocié 14 % des terres aménagées du périmètre irrigué villageois et se battent à chaque campagne agricole pour les conserver et les mettre en culture. Alors qu'auparavant elles ne cultivaient que les terres de leur mari ou de leur père, les femmes ont non seulement accédé à des terres, mais en plus elles ont gagné leur autonomie sur ces terres grâce à l'appui technique et financier d'Enda Pronat pour les mettre en valeur.

Autre exemple, celui de Marie Hélène Sarr à Fayil (commune

de Diouroup) qui, chaque année, cultive sa rizière, même quand personne d'autre ne le fait. Car elle sait que sinon elle risque de s'ensabler et elle craint surtout que si elle ne la valorise pas, cette terre lui soit reprise et que ses enfants ne puissent pas en hériter.

## Leadership féminin et participation aux prises de décisions

Si l'accès aux ressources est un enjeu majeur, étroitement lié au pouvoir et au statut social, l'accès aux instances de gouvernance et la participation aux prises de décisions en leur sein est un autre levier essentiel pour que la voix des femmes et leurs préoccupations soient entendues.

Afin de renforcer le leadership des femmes, et faciliter leur ac-

cès et leur participation effective aux instances de décisions, Enda Pronat organise des ateliers de formation sur le leadership féminin et des actions de sensibilisation sur les droits des femmes. L'approche village permet également d'aborder la question avec l'ensemble des communautés, de favoriser le dialogue et argumenter en faveur de la participation des femmes dans les mécanismes de gouvernance locale des ressources naturelles, notamment dans les bureaux des comités villageois paritaires. L'alphabétisation fonctionnelle est également une occasion, d'une part de renforcer les capacités de lecture et d'écriture des femmes pour leur permettre de mieux assumer les responsabilités liées aux postes qu'elles ont ou pourraient obtenir, et d'autre part de sensibiliser et informer sur les conséquences des mariages forcés ou précoces ou des grossesses précoces.



C'est ainsi qu'à Saré Sambourou (commune de Koussanar), si un mariage non désiré est connu de la communauté villageoise, les femmes s'organisent et vont convaincre les hommes concernés de revenir sur leur décision.

La présidente du Groupement de promotion féminine, Dioul-dé Sow, est également devenue conseillère municipale en 2014.

A Guédé Chantier, les conseillères ont bénéficié d'un programme continu de formation qui leur permet à présent de prendre librement et aisément la parole lors des séances du conseil municipal. Alors qu'avant elles n'osaient pas s'exprimer. Dorénavant, elles parlent au même titre que les hommes, et chacun donne son point de vue avant toute prise de décision. Elles se disent elles même outillées et déterminées, capables de prendre la parole partout pour défendre les préoccupations des femmes<sup>1</sup>. D'autre part, suite aux revendications des conseillères, le conseil municipal a récemment décidé de dédier 15% du budget municipal annuel à l'électrification de l'unité de transformation confiée à un groupement de femmes.

## L'autonomisation économique des femmes à travers leur engagement dans la transition agroécologique

L'autonomisation économique est un autre enjeu majeur pour des transformations durables en faveur des femmes et de la transition agroécologique. En effet, même si elles réussissent à obtenir des terres au sein des exploita-



tions familiales, les femmes sont souvent freinées par le manque de moyens économiques pour les valoriser. De plus, leur dépendance financière envers leurs maris au sein des ménages les maintient dans une position de dépendance et de subordination non propice à leur épanouissement et à leur empowerment.

Pour agir sur ce levier économique, Enda Pronat a notamment appuyé la mise en place de caisses villageoises autogérées dans la plupart de ses zones d'ancrage. Ces caisses sont organisées avec des comités de gestion mis en place par la communauté villageoise, renforcés en capacités de gestion, et accompagnés pendant une certaine période. Ces instances de gouvernance sont mixtes, et les femmes parviennent donc à obtenir des prêts au même titre que les hommes. D'autre part, Enda Pronat accompagne les femmes dans la production agroécologique, notamment au niveau des jardins des groupements de femmes. Enfin, d'autres activités génératrices de revenus sont mises en place pour diversifier les sources de revenus et renforcer l'autonomisation fi-

nancière des femmes et leur résilience.

Ainsi, les premières caisses autogérées villageoises installées dans des villages de la commune de Keur Moussa avec 200 000 F Cfa seulement, et gérées à 90 % par des femmes, sont parvenues à rassembler aujourd'hui plusieurs millions de francs CFA mis à disposition des communautés.

Dans les différents villages qui ont eu à bénéficier de la mise en place de caisses villageoises autogérées dans les zones d'ancrage d'Enda Pronat, les femmes ont souligné le fait qu'elles ont dorénavant un accès plus facile au matériel de production. Alors qu'avant elles devaient attendre que les hommes aient fini d'utiliser les semoirs pour les avoir à leur tour, là elles peuvent en bénéficier à temps, ce qui a un impact non négligeable sur leur rendement en fin de campagne.

A Sinthiou Sadio Aliou, la mise en place du forage solaire a non seulement permis d'amener l'eau potable au village et donc de réduire la corvée des femmes et leur libérer du temps, mais elles

1 <https://www.youtube.com/watch?v=rAoGSjMY0VQ&t=224s>

ont également pu développer leur jardin maraîcher biologique, contribuant à la bonne santé des ménages, et leur permettant de participer aux dépenses quotidiennes avec leurs maris, ainsi que de répondre à leurs propres besoins et à ceux de leurs enfants.

A Diouroup, ce sont les GPF de Thiamène, Keur Mangari, Diouroup et Fayil qui ont développé des activités de transformation de l'arachide, sous forme d'huile et autres produits dérivés.

A Sinthiou Alhadji Mody BA (commune de Ndogo Babacar), la communauté villageoise s'est engagée dans une meilleure gestion des ressources, notamment forestières. Les femmes étant fortement impactées, le chef de village a plaidé pour qu'elles soient particulièrement soutenues dans cette épreuve, et un élevage avicole est en train d'être mis en place.

Au Fouta, les Gpf de Lérabé et Guédé Village (commune de Guédé Village) ont développé une forte diversification dans leur production agroécologique, ce qui permet aux femmes de garantir la

sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs familles, mais également de vendre les surplus sur le marché local. En 2020, le Gpf de Lérabé a obtenu sur son jardin agroécologique fertilisé depuis des années avec de la matière organique et cultivé sans intrants chimiques, des rendements largement supérieurs à ceux des hommes exploitants le périmètre irrigué voisin.

Bien que les communautés dans leur ensemble soient affectées par les conséquences de l'utilisation des produits agro-chimiques et des techniques de production (déboisement, monoculture, etc.), et par celles des changements climatiques, engendrant sécheresse et désertification, les femmes ont toujours été particulièrement impactées. En effet, ce sont elles qui sont contraintes d'amener leurs enfants avec elles dans les champs, les exposant ainsi à des intoxications aux pesticides par ingestion ou exposition. Ce sont elles qui doivent parcourir toujours plus de kilomètres pour trouver du bois de chauffe qui devient une denrée de plus en plus

rare. Ce sont elles qui doivent développer leurs pratiques agricoles pour subvenir aux besoins des enfants et personnes âgées restées sur place quand les hommes sont partis en migration.

L'ensemble de ces facteurs nous permettent de comprendre le rôle précurseur des femmes dans la transition agroécologique au Sénégal. En effet, les consultations zonales organisées en 2019 par la Dynamique Nationale pour une Transition agroécologique au Sénégal, ainsi que plusieurs études (voir par exemple Enda Pronat, 2017b ; Clavel et al., 2018), ont montré que les femmes sont des actrices incontournables de l'agroécologie et de l'agriculture de manière générale. Dans toutes les zones visitées, elles sont proactives et centrales dans les projets de transition agroécologique, et mènent diverses initiatives d'adaptation au changement climatique, souvent en groupements ou en associations. Et ce malgré les difficultés financières et logistiques existantes et les inégalités socioéconomiques dont elles sont souvent victimes ■





## ENDA GRAFSAHEL

# COVID 19 : Soutien aux personnes vulnérables. Veiller au droit à l'alimentation

Un an après la mobilisation les efforts se poursuivent, mais la Covid est restée une pandémie féroce. Le bilan est sans doute moins macabre en Afrique que ce que prédisaient certaines organisations internationales, en termes de désastre socioéconomique et de faillite du système sanitaire. Intervenant auprès des groupes vulnérables, Enda Graf, entre autres, a permis de mettre du baume là où on craignait le pire pour l'Afrique, avec les communautés démunies, vulnérables et souvent oubliées des systèmes de soutien et de prévention mises en place par les autorités.



La pandémie de la Covid-19, apparue en Chine en décembre 2019, a touché plusieurs pays dans le monde, avec des niveaux différents de sévérité. Le Sénégal, qui a enregistré son premier cas le 2 mars 2020, n'est pas épargné. Un an après le déclenchement de ce désastre sanitaire, le bilan macabre publié par Dakar a dépassé les 38 000 cas en fin avril 2021. Le taux d'infection est pour l'instant faible par rapport à ce qui se passe dans les autres pays du monde, notamment en Europe, aux Etats Unis ou en Amérique latine, mais les mesures prises pour réduire

la propagation du virus ont de lourdes conséquences sur les systèmes de production de biens et de services, de même que sur la vie sociale en Afrique.

Ces mesures anti Covid ont ainsi touché les actrices et acteurs qu'accompagne Enda Graf dans le cadre du projet de renforcement des capacités économiques et politiques des femmes («Suxali Jigeen»). Avec des conséquences encore plus ressenties par les restauratrices qui ont l'habitude de proposer des mets le long des rues des quartiers populaires de Dakar, dans les marchés et aux devantures des maisons, surtout

le soir, dans les quartiers populaires de la banlieue. Au-delà de ces cibles, les autres actrices et acteurs du projet, qui sont dans le domaine du maraîchage et de la transformation des produits n'ont pas été épargnés. Touchés, ils le sont parce qu'ils n'arrivent plus à écouler leurs produits.

## Choix des bénéficiaires de l'appui

L'équipe du projet, suite aux décisions prises par l'Etat sénégalais, en mars 2020, s'est rendue dans les différentes zones couvertes



pour évaluer la situation avec les acteurs et actrices à la base. C'est au cours de cette enquête que l'ensemble des acteurs et actrices ont reconnu, à l'unanimité, les conditions vulnérables des restauratrices. Pour plus de transparence et de responsabilisation, l'équipe a confié à ces dernières, dans chaque commune, le soin d'établir la liste de 40 personnes les plus vulnérables dans leur secteur d'activité, pour mettre à leur disposition un kit alimentaire et un kit de protection.

Dans chaque commune, un lot de 10 kits a été partagé entre elles et les maraîchers. Ces restauratrices, qui offrent leurs services le soir (vente de bouillies, sandwich, couscous, etc.,) sont les plus touchées alors qu'à travers leurs activités elles contribuent largement à l'alimentation des familles ainsi qu'aux dépenses liées à l'éducation des enfants, à la santé, etc. Les autres acteurs et actrices, qui évoluent dans la transformation des produits et dans le maraîchage, sont également victimes des conséquences de la pandémie.

## Collecte et Préparation des Kits

Pour préparer les kits, l'équipe du projet a sollicité les maraîcher (res) et les transformatrices des différentes communes, pour proposer des produits devant faire partie de la composition des paquets. Un accent particulier a été mis sur «le concept du consommateur local» avec l'achat du riz de la vallée du Fleuve Sénégal, du sucre, de l'huile, etc. Le projet a aussi privilégié la production locale de gel à travers une collaboration avec les étudiants de l'Ecole supérieure polytechnique de Dakar.

Chaque kit alimentaire était ainsi composé de 25 kg de riz, 10 kilos de céréales locales (couscous, granulé, brisure de mil et maïs), 10 kg de légumes, 3 kilos de sucre et 3 litres d'huile. Les kits de protection complétaient le don, avec 6 savons, 2 bouteilles de gel et une bouteille d'eau de javel. Un lot de 200 masques a aussi été remis dans chaque commune.

## Cérémonie de remise de kits

Les différents produits devant composer les kits achetés, la confection des affiches de sensibilisation des bénéficiaires du projet réalisée, une cérémonie de remise des dons a été organisée.

Dans chaque commune, le maire et les membres de son équipe municipale ont pris part à la manifestation. De même qu'une délégation des maraîcher (es), des transformatrices, des restauratrices et de quelques délégués de quartier. Le chef de projet, M. Cheikh Sèye, a organisé la remise des kits en collaboration avec un représentant de Cepaim, M. Cheikh Thiam, ainsi qu'avec les délégués du Pôle Communication d'enda Graf Sahel, MM. Guissé et Pierrot Ciss, en présence de différentes radios locales et de chaînes de télévision. Les restauratrices ont reçu 40 kits qui ont été remis aux membres identifiés lors de l'enquête. Pour maintenir la dynamique du projet, 10 autres kits ont été partagés entre les transformatrices et les maraîcher(es). Au total, dans chaque commune, 50 kits ont été remis aux bénéficiaires du projet.

Dans toutes les communes, les autorités ont magnifié le geste. Certains ont décidé de renforcer l'initiative, notamment le maire de Pikine Ouest qui a octroyé 1 tonne de riz aux bénéficiaires du projet dans sa commune. La cérémonie a également été l'occasion, pour les autorités, de sensibiliser la communauté à respecter les mesures barrières face au Covid-19. Une initiative relayée par la présence de la presse.

## Les outils de sensibilisation sur le Covid 19

Cette sensibilisation a mis à contribution des centaines de radios communautaires membres de l'Union des radios associatives et communautaires (Urac), mobilisées, du 2 mars au 2 avril 2020, pour des émissions de sensibilisation, des spots et des insertions



dans le Journal parlé. Ces radios ont été mises à contribution dans les régions de Dakar (103 radios, pour 103 émissions et 1528 spots) de Thiès (358, pour 358 émissions et 3 086 spots), de Fatick (333 émissions), de Diourbel (1494), de Kaolack (971), de Saint-Louis (1643), de Louga (1177), de Matam, de Sédhiou (1 078), de Ziguinchor (1864), de Kaffrine (1 864), de Tambacounda (904) et de Kédougou (676).

Au total, à travers les quatorze régions du Sénégal, ce sont 1 488 émissions, 19 957 spots et 3 805 insertions dans les journaux parlés qui ont fait de la Covid une actualité permanente dans les radios communautaires.

D'autres organes ont également lancé des messages de sensibilisation, notamment les différentes télévisions présentes lors des journées de remises des kits. De même six cents affiches ont été conçues pour sensibiliser les actrices et acteurs sur les mesures barrières (port de masque obligatoire, lavage des mains, utilisation de gel, distanciation sociale, etc...) qui sont devenues une seconde nature pour les populations.

## Impacts actuels de la distribution des kits alimentaire et hygiénique

Avec les cérémonies de distribution des kits qui ont eu lieu dans les différentes communes cibles du projet, différents impacts ont été notés, comme :

- La grande prise de conscience de l'importance de la chaîne de valeur : les actrices et acteurs ont compris l'intérêt de nouer des contrats afin que l'échange de produits au sein de la commune soit effectif. Les plate-



formes mises en place ont été relancées pour la gestion de cette initiative.

- Un renforcement de la distribution alimentaire constaté auprès des élus à travers deux initiatives :
  - Au sein de la Commune de Pikine Ouest, le maire a octroyé une tonne supplémentaire aux femmes afin d'élargir les kits aux autres bénéficiaires vulnérables de la commune
  - A Malika, le maire s'est inspiré de l'initiative prise par le projet pour confier aux formatrices un marché de 4500 kits composés essentiellement de dérivés de céréales locales produits par les unités de transformation soutenues par le projet
- Un respect des mesures barrières : suite aux visites menées auprès des formatrices et des maraîchers, le respect des mesures barrières est devenu de rigueur. Devant chaque périmètre et chaque unité de transformation les actrices et acteurs

ont mis en place un système de lave-main. La distanciation sociale et le port de masque sont aussi respectés.

- La sensibilisation au niveau des radios communautaires où 80 émissions de sensibilisation sur le Covid ont été réalisées. Des séances de diffusion ont été réalisées sur la chaîne Youtube d'Enda tiers monde.

Un an après cette mobilisation, la Covid est certes restée une pandémie féroce, mais au bilan sans doute moins macabre que ce que prédisaient pour l'Afrique certaines organisations internationales, en termes de désastre social, économique et de faille du système sanitaire. La vigilance s'impose toujours, mais la mobilisation enclenchée par Enda Graf a permis de mettre du baume là où on craignait le pire pour l'Afrique, avec les communautés démunies, vulnérables et souvent oubliées des systèmes de prévention mises en place par les autorités. ■

**Enda Graf**

## ENDA SANTÉ

# COVID 19 : L'expérience du savoir-faire développée par les acteurs de la lutte contre le VIH pour le continuum de soins

La crise sanitaire occasionnée par la Covid-19, a touché tout le monde y compris les personnes vivant avec le Vih et celles exposées à un risque élevé de contamination au virus. Des perturbations ont été notées sur le suivi des PvVih et dans les services de prévention. Le Sénégal n'a pas été épargné par cette situation. Dès les premières heures de l'annonce du premier cas de Covid-19 en mars 2021, les autorités ont annoncé des mesures restrictives (interdiction de se déplacer entre les régions, fermeture de certains commerces et des écoles, l'observance de mesures barrière) pour limiter la transmission. Ces mesures ont eu des impacts négatifs sur les services d'offre de soins et de prévention du Vih, mettant ainsi la cible dans une situation encore plus vulnérable.



Campagne de dépistage gratuit VIH, VHB et HPV à Kafountine, Ziguinchor

**A** lors que les établissements de santé sont aux prises avec la pandémie, les services de traitement, de prévention et de dépistage du Vih fonctionnent au ralenti. Les pathologies comme le Vih et la tuberculose hautement dangereuses, sont reléguées au second plan.

Les personnes vivant avec le Vih, en déplacement hors de leurs zones de prise en charge, se trouvent dans l'impossibilité d'accéder à leurs structures de prise en charge. Or, une

interruption de six mois d'un traitement antirétroviral pourrait entraîner plus de 500 000 décès supplémentaires dus à des maladies liées au sida, y compris la tuberculose, en Afrique subsaharienne, en 2020-2021, d'après l'OMS citant un groupe de modélisation.

Par ailleurs, des personnes nouvellement testées positives au Vih ont du mal à accéder dans l'immediat aux traitements antirétroviral (Arv), outre la peur des PvVih de fréquenter les centres de traitement au risque de contracter

le virus de la Covid-19. Au vu de ces graves dangers que cette situation implique, la société civile (Enda Santé) ainsi que les acteurs communautaires (associations, médiateurs, distributeurs) de lutte contre le Vih, se sont mobilisés pour, d'abord atténuer l'impact de la Covid-19 sur la cible mais aussi sur leurs organisations, les activités de sensibilisation planifiées. Des actions de résiliences ont été développées pour faire face à la Covid-19 afin d'assurer la continuité des offres de service Vih. Des acteurs ont ainsi mis leur expérience de la réponse contre le Vih au profit de la lutte contre la Covid-19.

Cette note documente les savoir-faire locaux développés par les communautés lors de cette période de pandémie. L'objectif est de partager ces savoir-faire avec les autres associations afin de renforcer la résilience des communautés face aux pandémies mais aussi de valoriser les acteurs locaux qui se mobilisent pour la réponse. Les acteurs communautaires s'adaptent et réinventent une nouvelle façon de lutter pour assurer le continuum de l'offre de service Vih. Face à la nécessité de continuer à mener les activités de



## Distribution communautaire des ARV auprès des personnes âgées et les personnes à mobilité réduite

Le Sénégal n'a pas opté pour un confinement total, mais il a pris des mesures restrictives notamment dans le domaine du transport pour limiter la transmission du virus. Les déplacements entre les régions sont interdits et un couvre-feu observé à partir de 20 heures jusqu'à 6h. Ces restrictions ont rendu difficile le déplacement des PvVih et des populations vulnérables au Vih vers les sites de prise en charge et par ricochet a entraîné des difficultés d'accès aux traitements anti rétroviraux. Comme réponse à cette difficulté, les structures de soins, en collaboration avec les agents communautaires (médiateurs, relais), ont misé sur la dispensation communautaire des Arv notamment pour les personnes âgées et celles à mobilité réduite. Les acteurs communautaires ayant déjà dans leurs dossiers les coordonnées des PvVih suivies, contactent par téléphone les patients pour s'enquérir de leurs nouvelles. En partenariat avec l'administration territoriale et les forces de l'ordre, les acteurs communautaires parviennent à ravitailler en Arv les patients âgés et ceux à mobilité réduite pour 3 voire 6 mois. Ils profitent de la visite pour prendre les constantes et s'assurent que le patient se porte bien.

Au-delà des personnes âgées et celles à mobilité réduite, il y a la dispensation des Arv pour une longue durée. Les PvVih qui ont une charge virale indétectable sont invités à se rendre sur leur

sensibilisation, de prévention et de traitement, les sites de prise en charge en partenariat avec les acteurs communautaires de lutte contre le Vih, composés des organisations communautaires de base (Ocb), des relais et médiateurs, des organisations de la société civile ont développé un savoir-faire pertinent et adapté au contexte. Ces acteurs ont réinventés de nouvelles pratiques locales pour faire face à la Covid-19 tout en assurant la continuité des services. La réorganisation du travail, une distribution communautaire des Arv, l'usage du téléphone et des réseaux sociaux, la production de masques locaux, les appuis alimentaires sont autant de stratégies usitées. Des savoir-faire locaux qui ont permis à la riposte de faire face malgré les défis.

### Une réorganisation du travail à l'interne dans les sites de prise en charge

Les sites de prise en charge ont, pour la plupart, élaboré une nouvelle planification de leurs activités. En plus d'observer les

mesures barrière, notamment le lavage des mains, le port systématique du masque, ils ont réduit leur personnel et ont procédé par un système de permanence. Un nombre restreint d'agent se relaie et assure l'offre de soins. Ceci a permis aux sites de prise en charge de se conformer aux respects des mesures de distanciation sociale et de réduire le risque d'exposer le personnel à une contamination et de continuer l'offre de services.

A cela, il faut y ajouter le dispositif de lavage des mains mis en place à l'entrée de chaque structure de prise en charge. L'agent proposé à la porte s'assure que toute personne qui franchit le seuil, se soumet au lavage des mains, à la prise de température et au port de masque. Une salle d'isolement est prévue pour les cas suspects. Un nouveau circuit malade est défini et oriente directement le patient dans son service de prise en charge.

L'accompagnateur s'assure que le malade ne reste pas longtemps dans la structure afin d'éviter le rassemblement et ainsi réduire les risques de propagation du virus.

site de prise en charge et ainsi disposer d'un traitement de 3 voire 6 mois. Cette option diminue le contact de la PvVih avec la structure de soins. Autres astuces pour éviter le rassemblement dans les structures de prise en charge, le préemballage des médicaments.

## L'usage du téléphone, de WhatsApp

Le téléphone portable et le réseau social WhatsApp ont été également mis à contribution par les acteurs de la lutte contre le Vih en milieu communautaire pour informer et orienter la cible en ce contexte de Covid-19.

Au moment de la survenue de la pandémie, certaines populations clés et personnes vivant avec le Vih se trouvaient hors du pays ou hors de leur zone de prise en charge, ont été surprises par la crise sanitaire et ne pouvaient plus accéder aux centres de traitement habituels. Le téléphone portable a été un outil indispensable d'abord pour les joindre, s'enquérir de leurs nouvelles et les mettre en rapport avec la structure de soins de la zone où ils résident. A travers l'assistant

social, le médiateur explique le protocole de traitement à observer et toutes les informations sur le patient et à charge à la structure de prendre le relais et de continuer le traitement.

Des groupes WhatsApp ont été aussi créés avec les prestataires, les PvVih, des relais et médiateurs pour échanger sur les problèmes liés à la prise en charge, sur des difficultés, des problèmes en rapport avec la prise en charge et l'offre de soins et apporter des solutions à leur portée.

## Appui social aux groupes vulnérables : Des kits alimentaires et d'hygiène

Une crise économique est venue se joindre au flanc de la crise sanitaire, occasionnée par la pandémie de la Covid-19. La fermeture des marchés et l'arrêt des activités du secteur informel ont entraîné un ralentissement de l'économie locale. Cette situation a plongé la population notamment les populations clés dans une précarité. Enda Santé a ainsi organisé des campagnes de dis-

tribution de kits alimentaires et d'hygiène pour leur apporter solidarité et soutien. Des denrées de base constituées de riz, d'huile, de céréales ainsi que du matériel de protection notamment des masques, des détergents, du savon et de l'eau de javel ont été distribués aux associations identitaires se trouvant dans les quartiers populaires des grandes agglomérations où les gestes barrières étaient timidement appliqués.

Enda Santé a fait appel aux pairs éducateurs, qui ont servi de relais pour identifier les ayant droits et ensuite procéder à la remise des kits alimentaires et d'hygiène aux membres de leur communauté.

Cette campagne a porté ses fruits. Elle a été une occasion pour accroître la mobilisation et à sensibiliser sur la nécessité d'observer les gestes barrières pour se mettre à l'abri du virus.

Cet appui social à la communauté des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (Msm) et professionnel de sexe (Ps) a également accru la motivation dans la lutte contre le Vih mais aussi le recrutement de nouvelles cibles dans la lutte.

## Confection et distribution communautaire de masques :

Tout au début de la pandémie, le port du masque était toujours réservé au personnel de santé. Mais vue la rapidité de la transmission de la Covid-19 au sein de la population générale, les autorités sanitaires ont proposé comme parade le port du masque généralisé, considéré comme une mesure barrière essentielle, à côté du lavage des mains et de la distanciation physique.





Il se posait alors un autre problème : la disponibilité et l'accessibilité des masques.

Enda Santé s'est alors lancée dans la production locale de masques lavables et qui répondent aux normes. L'organisation a mis à contribution l'expertise locale des artisans en confectionnant des milliers de masques. Elle les a mis à la disposition des communautés les plus vulnérables et ensuite au personnel de santé. Des campagnes de distribution communautaire de masques ont été organisées dans les quartiers populaires avec l'aide des associations communautaires de base. Cette initiative a permis de doter de masques les milliers de familles dans la banlieue de Dakar, Rufisque et même dans les autres localités du Sénégal comme Mbour, Ziguinchor, Saint-Louis, Kaolack, Diourbel, Kolda, Thiès et d'organiser une distribution communautaire de masques, sans compter, dans la foulée, la sensibilisation en milieu communautaire.

Enda Santé, en partenariat avec les leaders de ces associations, a saisi ces occasions pour rencontrer les communautés dans

les marchés, dans les grandes agglomérations sur la nécessité d'observer les gestes barrières et de porter le masque en l'occurrence. Des kits contenant des masques, du savon et un guide d'utilisation du masque qui leur montre comment utiliser le masque leur ont été remis.

Cette activité de confection de masques a participé à la redynamisation d'une économie locale, fortement impactée par la Covid-19 et a maintenu plusieurs personnes en activités.

## Causeries et VAD sécurisées pour la Réduction des risques en contexte de Covid

La Covid-19 a entraîné une tension et même une pénurie de seringues. Du coup, il n'était plus possible pour les acteurs communautaires qui interviennent dans la Réduction des risques (Rdr) de procéder à la distribution de matériel de Rdr (seringues, préservatifs, matériel de préparation pour l'injection). Une association d'usagers de drogue à Mbour a ainsi réorienté ses activités déjà planifiées pour mener des séances de causeries et de Visites à domicile (Vad) sécurisées sur la Covid-19.

Les causeries et la visite à domicile sécurisées sont menées par les responsables d'association. Ils se protègent en respectant les mesures barrières et protègent aussi les personnes visitées des risques de contamination de la Covid-19 (port de masque, gel hydro alcool. La causerie sécurisée se fait avec un groupe restreint

de 5 personnes. Ces activités de communication de proximité ont facilité l'adhésion des usagers de drogue injectables (Udi) à la lutte contre la Covid-19.

## Réaffectation de budget pour financer des activités Covid-19

Les Ocb ont procédé à des réaffectations de budgets afin de financer les activités Covid-19 qui n'étaient pas prévues dans leur planification sous l'approbation des partenaires financiers. Ceci a rendu possible le financement des activités de sensibilisation de proximité, l'achat de masques et de vivres, l'organisation de campagnes de distributions,... afin de permettre aux acteurs de la lutte et la communauté de faire face à la pandémie.

## Perspectives

La pandémie de la COVID-19 a bouleversé la riposte contre le Vih à tous les niveaux. Mais les acteurs de la lutte n'ont pas baissé les bras. Pour faire face, ils ont développé un savoir-faire local pertinent adapté à leur contexte avant même l'annonce et la mise en application des directives nationales et internationales de lutte contre la Covid-19.

Mais ces solutions ne suffisent pas. Quelles sont les solutions supplémentaires qui pourront contribuer à la lutte contre la pandémie tout en améliorant la résilience des communautés face à cette pandémie ? Comment les mettre en œuvre ? Il faudra trouver des solutions abordables qui répondront aux besoins immédiats et essentiels, tout en apportant une grande différence dans la vie des populations. ■



## ENDA ECOPOP

# COVID 19 : Villes et territoires s'engagent dans la bataille en Afrique

Les 54 pays du continent africain sont touchés par la pandémie de coronavirus. Bien qu'étant le continent le moins impacté (environ 4 millions 141.000 cas en mars 2021, soit 3,34% des cas enregistrés dans le monde)<sup>1</sup>, les Etats africains font face à des défis d'ordre sanitaire, éducatif, sécuritaire, alimentaire, relatifs au travail et à l'emploi. La riposte devient un impératif dans les villes et territoires !



**P**lus de 123 millions de personnes contaminées par le nouveau coronavirus, dont au 2 millions 700 mille décès à travers le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), au 23 mars 2021, depuis son apparition dans le monde. Et la chaîne de contamination a continué de s'allonger, touchant chaque jour des centaines, voire des milliers de personnes, s'accompagnant d'un décompte quotidien macabre car de nombreuses victimes finissent par décéder. La propagation

exponentielle de ce nouveau coronavirus est vite devenue une pandémie planétaire ! Elle s'est transformée en une urgence sanitaire mondiale qui charrie d'importantes conséquences économiques, sociales et psychologiques d'une ampleur sans précédent.

L'évolution rapide du nouveau Coronavirus a poussé les décideurs publics, à différentes échelles, à apporter des réponses immédiates et urgentes à une situation de crise mondiale sanitaire qui a révélé, en très peu de temps, les

limites des systèmes que nous considérons comme acquis. Cette crise menace la santé de la population, la cohésion sociale, l'économie et les infrastructures à toutes les échelles. Le choc provoqué par la crise laisse entrevoir la nécessité de mieux prendre en compte la résilience des communautés dans les villes et établissements humains.

Pour faire face à la progression inquiétante des cas de contamination communautaire du Covid-19, un défi urgent s'est imposé : construire la riposte à partir des

<sup>1</sup> <https://www.worldometers.info/coronavirus/>



territoires et en s'appuyant sur des acteurs territoriaux pour une meilleure maîtrise des informations concernant l'évolution de la crise, les moyens nécessaires à la riposte, et le comportement des populations impactées ou susceptibles d'être impactées par la crise. Au niveau local, les collectivités territoriales se trouvent en première ligne dans la lutte contre la propagation du Coronavirus et y jouent un rôle fort important. À cet égard, les villes et établissements humains mettent tout en œuvre pour garantir la continuité du fonctionnement des services de base, la protection sociale, la dotation de kits alimentaires et sanitaires, l'aménagement de sites d'accueil, le financement de campagne de sensibilisation, etc. Étant donné le caractère diversifié des rôles joués par les collectivités territoriales dans la lutte contre la Covid19 et des réalités des différentes sous-régions africaines, il semble évident que la riposte face à la pandémie, les impacts observés, et par conséquent les stratégies de relèvement et résilience post Covid proposées sont tout autant variés. Ainsi, Enda Ecopop en collaboration avec la Coordination pour la région Afrique de l'Observatoire International de la Démocratie Participative, et Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (Cglu Afrique), a engagé la réflexion dans le cadre de consultations régionales à travers une série de webinaires, en tenant compte de la réalité de la distanciation sociale, regroupant les villes et collectivités territoriales africaines, divers acteurs de la décentralisation, de la gouvernance et du développement local. Cet espace d'échanges destiné au partage de connaissances et d'expériences sur l'évolution de la Covid en Afrique a permis d'appréhender les expériences

et les mesures prises par des communautés et des collectivités territoriales d'Afrique dans le contexte de la pandémie de Coronavirus afin de sortir de la crise sanitaire, économique, sociale et environnementale. La question s'est également imposée d'ouvrir les perspectives de résilience et de relance du continent, c'est à dire montrer comment les défis de l'Afrique face à la pandémie peuvent être transformés en opportunités.

Ces échanges ont permis de croiser les points de vue des acteurs, représentants de 18 pays d'Afrique qui ont échangé lors des webinaires sur le contexte d'éclatement de la pandémie dans leurs pays respectifs, l'évolution de la pandémie et les mesures qui ont été prises par les gouvernements centraux et les gouvernements locaux. Ces pays ont également partagé les impacts de la pandémie sur l'économie locale, la démocratie, la participation citoyenne, etc., et identifié des pistes de riposte et de résilience afin de mieux préparer la période post-COVID.

## Réalité du positionnement des expériences « Covid » des villes et territoires d'Afrique

Le premier cas en Afrique a été déclaré en Egypte le 14 février 2020 et 3 mois plus tard (le 12 mai), tous les pays du continent étaient affectés. Dès lors, les gouvernements centraux ont pris des mesures au niveau national pour contrer la propagation du virus: déclaration d'état d'urgence, confinement total ou partiel des populations, port obligatoire de

masques, distanciation sociale, lavage systématique des mains, arrêt des transports ou limitation du nombre de passagers, fermeture des frontières, fermeture des établissements et lieux publics (écoles, marchés, administrations...), interdiction de rassemblements, etc.

Si les mesures pour contrer l'avancée de la pandémie ont été prises pour la plupart au niveau central, c'est au niveau des collectivités territoriales que la réponse a essentiellement été construite. En effet, elles se sont mises en avant pour organiser la riposte au niveau local, tout en s'efforçant d'assurer la continuité des services de base (eau, assainissement, etc.). Un des aspects sur lesquels les collectivités ont déployé leurs moyens est la mise en place de cellules de gestion de crise et l'élaboration de plans de riposte locaux. À titre d'exemple, la région sud-ouest de Kédougou au Sénégal s'est illustrée dans ce sens, à travers la création d'un comité de crise sous le leadership du gouverneur. Ce comité avait pour but d'élaborer et activer un plan de riposte, et tous les élus locaux de la région ont été impliqués et mobilisés pour aller vers une dynamique communautaire.

## La sensibilisation et la prévention au cœur des stratégies de riposte

La sensibilisation et la prévention ont aussi été des points autour desquels les villes ont focalisé la riposte face à la pandémie. Les villes au Kenya et au Cameroun ont d'ailleurs abordé cet aspect de façon inclusive en accentuant la sensibilisation dans les langues locales et à travers les médias



communautaires. En Mauritanie, plusieurs communes ont instauré un système de veille et d'alerte permettant de traquer les cas suspects, les confiner s'ils sont avérés et faire un suivi auprès de leur entourage proche.

### **Solidarité autour de l'accès aux équipements de protection et d'hygiène et de la sécurité alimentaire**

Sur le plan sanitaire, les collectivités africaines se sont également distinguées avec la mise en place d'installations prévues pour la Covid et la distribution d'équipements de protection et d'hygiène. Ainsi, en Côte d'Ivoire, la commune de Cocody a mis en place un centre de dépistage, de traitement et de mise en quarantaine. Avec le soutien du secteur privé, elle a aussi effectué des dons de masques et de kits de lavages des mains aux populations. La municipalité métropolitaine d'eThekweni de près de 4 millions d'habitants, située dans la province du KwaZulu Natal, au sud-est de l'Afrique du Sud, est également allée dans cette direction en mettant à contribution son centre d'expositions pour le dépistage et l'hébergement des sans-abris, considérés comme des personnes vulnérables à la contamination en temps de confinement.

De même, les actions de solidarité envers les populations vulnérables ont été notées dans la gestion de la pandémie. Au nord-ouest du Maroc, la ville de Chefchaouen forte de ses 42 786 habitants, s'est penchée sur la question de la sécurité ali-

mentaire. Ainsi, des aides destinées aux personnes défavorisées ont été distribuées par la ville et 8000 familles ont pu en bénéficier. Dans la grande ville portuaire de l'Est de Madagascar de plus de 300 habitants, Toamasina également, les équipes sociales de la municipalité ont été mises à contribution pour identifier les ménages touchés économiquement, afin qu'ils profitent des aides débloquées par l'Etat central.

Cependant, en dépit des nombreuses initiatives prises par les villes, la pandémie ainsi que les mesures qui en ont découlé n'ont pas été sans conséquence sur le quotidien des villes. En effet, face à la propagation de la pandémie de la Covid 19, les villes et territoires africains, à l'instar du monde entier, ont subi des impacts considérables qui sont visibles sur le plan économique, social, mais aussi du point de vue de la démocratie et de la participation citoyenne.

### **Des territoires africains à l'économie impactée**

Les répercussions de cette pandémie sur la croissance économique des villes et établissements humains africains sont localisables dans les secteurs de la production, la consommation, les finances publiques, le travail et l'emploi. Cette baisse généralisée de l'économie, imputable à la fermeture des commerces, la suspension des investissements et des activités liées au tourisme, l'interruption des chaînes d'approvisionnement de marchandises, entre autres, a engendré la réduction de la productivité,

la fermeture des entreprises, une perte d'emplois (60 millions d'emplois perdus en Afrique au 2<sup>e</sup> trimestre de 2020) surtout pour les travailleurs du secteur informel avec son corollaire sur l'épanouissement des ménages, la flambée des prix des marchandises à forte consommation, la baisse drastique du PIB dans plusieurs pays. De la baisse des demandes des cultures d'exportation en Côte d'Ivoire, aux difficultés que rencontre le secteur minier en République démocratique du Congo en passant par les problèmes d'accès aux intrants au Ghana et de mobilisation des ressources propres au Madagascar, les secteurs de la production et des finances publiques ne sont pas moins touchés.

### **Chocs sur la vie sociale et sanitaire et sur la stabilité des territoires**

L'avènement de la pandémie de Covid 19 a complètement désorganisé la vie sociale. Les conséquences s'affichent dans l'accès difficile aux services sociaux de base, le soulèvement d'une vague de méfiance et l'accroissement des inégalités. En effet, les mesures de distanciation sociale édictées par les autorités étatiques ont entraîné des perturbations dans la continuité des services sociaux de base (éducation, santé, hygiène, eau, assainissement, électricité, etc.). Par ailleurs, la pandémie a révélé l'inadaptation des plateaux techniques dans les centres de santé, des pertes en vie humaine importantes et la faible présence de latrines et de dispositifs d'assainissement dans certains établis-

2 Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Sixième édition



sements scolaires et sanitaires. Toutefois, une baisse généralisée de la criminalité a été constatée de même que le développement de la conscience collective à l'hygiène corporelle dans plusieurs collectivités. La dynamique freinée de la démocratie et de la participation citoyenne

La démocratie a également été sujette aux impacts de la Covid 19, se traduisant par le vote de nouvelles lois portant restriction des mouvements des citoyens et le dysfonctionnement des institutions. Dans plusieurs villes, une déconnexion entre le gouvernement national et les gouvernements locaux a été notée. Aussi, des inquiétudes se sont faites sentir dans certains pays quant à la tenue d'élections libres, équitables et transparentes. Au moment où le Kenya, la Gambie, la Tunisie, l'Ouganda et le Nigeria avaient pour leur part choisi de suspendre les élections, le Burundi et la Zambie les ont maintenues et les candidats ont battu campagne à travers les médias. Du point de vue de la participation citoyenne, la pandémie a accentué les difficultés de se réunir pour les séances de concertations. De plus, la faible partici-

pation des citoyens au processus d'élaboration des politiques et l'absence des organisations de la société civile dans les comités de concertation, à tous les niveaux ont été également une contrainte de taille. Par contre dans certains pays, la crise a eu un impact plutôt positif, en accentuant et en renforçant la collaboration entre les pouvoirs locaux et les citoyens dans le cadre d'actions concertées à travers des prises de décisions participatives et à travers un engagement plus important de la part des citoyens dans la mobilisation sociale. La gestion de la pandémie a démontré que les populations sont un levier essentiel pour l'action des gouvernements locaux, et même du gouvernement central.

Les conséquences de la pandémie de COVID 19 sur les villes et territoires africains sont désastreuses, et sa survenue inopinée a révélé de nombreuses failles qui étaient sous-jacentes à nos systèmes. Les expériences partagées ont permis d'en identifier plusieurs et de dégager à cet effet un ensemble de pistes sur lesquelles les gouvernements centraux et locaux peuvent s'appuyer pour bâtir la résilience sur le plan de la gou-

vernance, mais aussi sur le plan économique, social et sanitaire.

## Stratégie de résilience au niveau de la gouvernance

Sur le plan de la gouvernance, la pandémie a mis au jour la nécessité de renforcer la collaboration entre le niveau central et le niveau local. Pour ce faire, il est attendu que les gouvernements centraux appuient davantage les collectivités territoriales qui, jusque-là, ont essentiellement mené la riposte avec leurs moyens et éprouvent un besoin de compenser les pertes dues à la baisse des recettes. De même, au vu des initiatives et actions menées par les villes et établissements humains depuis l'éclatement de la pandémie, la révision de la politique de décentralisation, portant notamment sur l'autonomisation financière des collectivités semble plus que jamais d'actualité.

Par ailleurs, les conséquences de la pandémie sur la mobilité des citoyens et sur la disponibilité des équipes administratives ont confirmé la nécessité de la transition numérique dans la gouvernance afin de faire face aux réalités de la nouvelle distance. En effet, la garantie de la continuité des services repose aujourd'hui sur leur modernisation (introduction de l'outil informatique, numérisation des services administratifs et municipaux, mise en place d'un dispositif de télétravail, etc.) ainsi que sur le renforcement de capacités en Tic du personnel administratif et municipal. En outre, il est important d'appuyer la démocratie participative et renforcer la collaboration entre acteurs (Ong, société



civile, partenaires au développement, associations, citoyens, etc.) pour une gestion plus inclusive de la pandémie.

### Stratégie de résilience du point de vue économique

Sur le plan économique, la résilience doit se construire à travers la création de sources de revenus propres en valorisant les ressources locales (tirées de l'agriculture, du secteur minier, etc.), mais aussi par la mise en place de circuits courts pour l'approvisionnement et la commercialisation des biens de consommation. De même, il s'agira de renforcer le secteur privé, en particulier les petites économies (Pme, Pmi), soutenir et réorganiser le secteur informel, qui représente 40% du Pib et entre 60% et 70% des emplois en Afrique<sup>3</sup>. Et enfin, les pertes liées à la baisse des recettes fiscales peuvent être compensées avec une reprise progressive de la taxation, mais aussi par la mise en place d'une politique de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

### Stratégie de résilience sur le plan social et sanitaire

Du point de vue social, il est primordial de promouvoir une plus grande équité et inclusion dans les politiques des gouvernements, avec une attention particulière pour les couches vulnérables. Ainsi, pour les femmes, il s'agira de renforcer la sensibilisation sur la prévention des violences basées sur le genre (qui ont connu une nette hausse durant la pandémie<sup>4</sup>). De surcroît, pour les jeunes, il

sera question d'appuyer la création d'emplois et de promouvoir l'entrepreneuriat. Et pour les enfants, la mise en place de dispositifs d'éducation alternée (à distance et en présentiel) accessibles à tous pourrait aider à les protéger et réduire le risque de contamination dans les écoles.

La résilience sanitaire, quant à elle, passera inéluctablement par le renforcement du système et des structures sanitaires (en termes de nombre, d'équipements, de capacités d'accueil et d'intervention), mais aussi par l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (eau, assainissement, etc.). Le renforcement de la participation citoyenne est également indispensable ici, particulièrement pour le maintien de la sensibilisation sur les mesures de prévention et la promotion de l'auto-prise en charge. Pour les équipes municipales, l'approvisionnement en équipements de protection et de lavage leur permettra d'assurer la continuité des services tout en respectant les mesures édictées.

### Alors quelles perspectives pour l'Afrique ?

La pandémie de coronavirus a gagné tout le continent africain avec son lot de désagréments et d'incertitudes. Cette maladie, qui a provoqué le confinement de 4 milliards de personnes à travers le monde, a bouleversé les systèmes de santé africains, exacerbant les inégalités et augmentant la fragilité des économies africaines. Cependant, contre toute attente, l'Afrique s'est montrée relativement résistante, en comparaison aux prédictions de plusieurs experts sur un possible effondrement du continent. En plus d'être le continent le moins affecté en termes de cas de contamination, le taux de létalité du coronavirus y est également relativement faible (2,66% en mars 2021)<sup>5</sup>.

Par ailleurs, au-delà de cette résistance et des nombreuses recommandations préconisées pour une gestion résiliente de la pandémie, l'Afrique peut même considérer la Covid comme porteuse de changements et y entrevoir des opportunités de relance pour ses villes et établissements humains. Ainsi, la « révolution numérique » que l'Afrique traverse ces dernières années peut être un levier important sur lequel le continent peut s'appuyer pour repartir du bon pied. Sur le plan de la gouvernance, la numérisation des services administratifs et municipaux est une grande opportunité pour aller vers un renforcement des données ouvertes (accès aux registres administratifs, aux données législatives, aux données sur l'économie, la santé, l'éducation, les infrastructures, la propriété foncière, la fiscalité, l'environnement, etc.), et par conséquent une amélioration de la transparence et de la participation. En somme, le numérique est devenu une opportunité et un puissant outil pour mieux transformer les pratiques et usages.

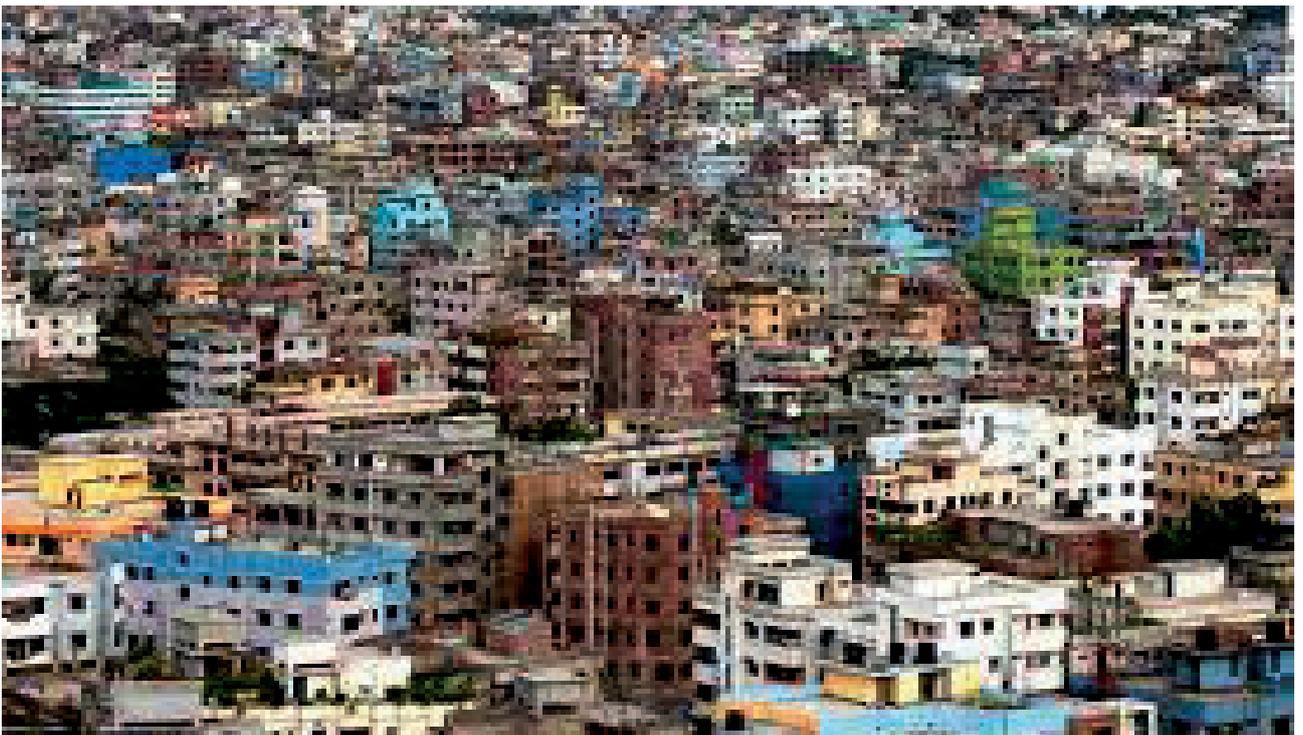
En outre, l'utilisation des outils de travail à distance pendant la période de confinement, les plateformes destinées aux données sur la covid, aux alertes et aux dysfonctionnements urbains et les

3 Guide Dadupa, Le secteur informel en Afrique : <http://guide.dadupa.com/le-secteur-informel-en-afrique/>

4 COVID-19 : l'ONU alarmée par la flambée des violences domestiques: <https://www.un.org/fr/covid-19-riposte-globale/covid->

19-lonu-alarm%C3%A9e-par-la-%C2%AB-flamb%C3%A9e-%C2%BB-des-violences-domestiques

5 [www.worldometers.info/coronavirus/](http://www.worldometers.info/coronavirus/)



cadres virtuels de concertation ont montré que la pandémie pouvait être un tremplin pour aller vers une gestion urbaine orientée smart city. Enfin, le confinement a eu des effets positifs sur le plan environnemental (baisse de 9% des émissions de CO<sub>2</sub>). D'ailleurs, le chercheur François Gemenne, membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) affirme que la diminution de la pollution atmosphérique aura épargné plus de vies que le virus n'en aura coûtées<sup>6</sup>. Pour les villes,

ce constat n'est pas à négliger à l'heure de la redéfinition des politiques environnementales.

En somme, les enseignements tirés des impacts de la pandémie de Covid 19 pourraient servir aux villes africaines à redéfinir leurs politiques et pratiques et accompagner les relances sur les processus de développement environnemental, économique et socio-sanitaire. ■

**Enda ECOPOP**

<sup>6</sup> <https://www.construction21.org/france/articles/fr/covid-19-les-consequences-environnementales-du-confinement.html>

## ENDA MADESAHEL

### Enda Madesahel face à la COVID 19

**E**nda Made Sahel intervient principalement dans le département de Mbour, zone réputée touristique avec la station balnéaire de Saly Portudal qui accueille chaque année des milliers de touristes. Cette activité qui fait vivre plusieurs familles est en baisse, pour ne pas dire en arrêt pure et simple. De Popenguine à Joal-Fadiouth, en passant par Nguékhokh, Saly Portudal, Ngaparou, Somone, Mbour et Thiadiaye, le commerce populaire est freiné, obligeant à une réorganisation du fonctionnement de bon nombre d'entreprises locales. Les effets du ralentissement des activités économiques exposent désormais les populations de la localité à des difficultés socio-économiques sans précédent.

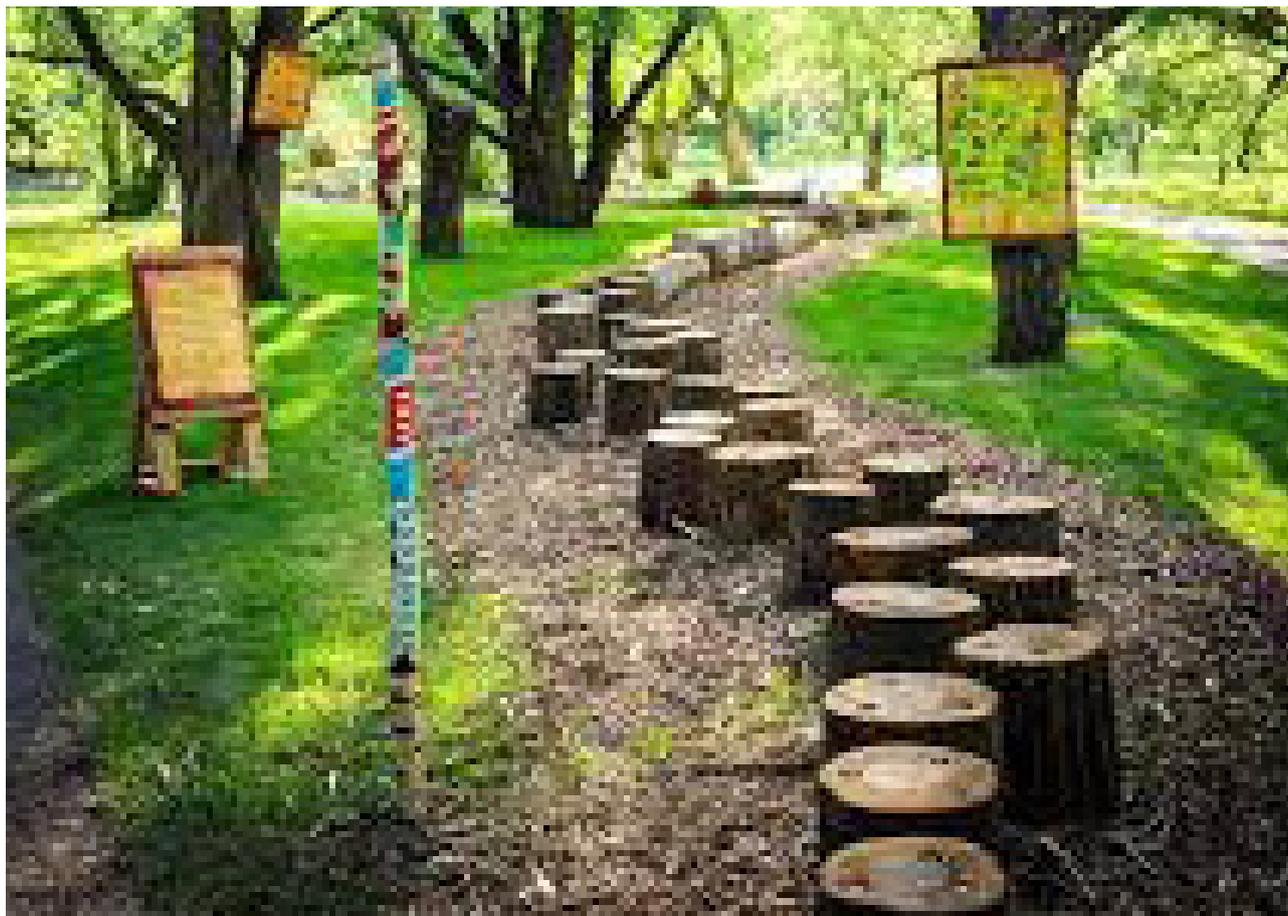
Parallèlement, les activités menées par Enda Madesahel dans la zone ont été fortement impactées, causant un arrêt systématique des sessions de formation au niveau du centre Saidou Nourou Tall. Le ralentissement de la production de plantes dans le conservatoire et l'arrêt temporaire de l'unité de production phyto. Compte tenu de cette situation sanitaire exceptionnelle, d'importantes mesures ont été prises afin d'éviter la propagation du virus.

Des réunions se sont tenues pour sensibiliser les membres du personnel et les informer sur les dispositions à prendre pour se protéger contre le virus. La communication a principalement porté sur l'identification des symptômes, les méthodes et voies de contamination du virus, la distribution de flyers illustrant les gestes barrières à adopter, la mise en place de dispositifs de lavage des mains à différents endroits stratégiques et l'instauration du télé travail pour une partie du personnel.

Face à cette crise, Enda Madesahel a voulu manifester son soutien aux populations et apporter sa contribution tant au niveau économique que d'un point de vue sanitaire. En effet, pour valoriser le travail des artisans locaux, Enda Madesahel a fait confectionner 1000 masques barrières en tissu aux normes Afnor. Dans cette même lancée, 16 cartons d'eau de javel ont été distribués aux autorités administratives de Mbour, Saly et Malicounda.

Depuis sa création en 1981, ENDA Madesahel est résolument tournée vers le développement durable, le renforcement des capacités et la préservation de la biodiversité végétale au Sénégal. Depuis l'apparition de la pandémie à Coronavirus, les activités de





l'institution ont connu d'importants bouleversements, impliquant des choix de gestion à l'effet de préserver la santé des collaborateurs et des visiteurs du centre et du conservatoire. Face à cette crise sans précédent, des mesures fortes ont été prises pour soutenir l'économie locale et appuyer les populations dans le contexte pandémique. Enda Madesahel poursuivra dans cette démarche de recherche permanente de proximité avec les populations.

Enda-MadeSahel (Méthodes appliquées au développement du Sahel) est une organisation de développement qui a été mise en place en juillet 1981, conjointement par le Service de Médecine préventive et de Santé publique de la faculté de Médecine de Dakar, l'Ong Enda Tiers-Monde et le ministère de la Santé.

Enda-MADESAHEL développe une série d'actions orientées vers la triple dimension du développement durable relative à la réduction de la pauvreté, à la santé et à la sauvegarde des ressources environnementales prenant en compte la lutte contre les changements climatiques. Ces actions sont illustrées par :

- “ La formation des professionnels de la santé basées sur les méthodes itératives et orientées vers

la résolution des problèmes concrets de santé publique ;

- “ La création du conservatoire botanique Michel Adanson sur 3,5 ha du Centre Thierno Saïdou Nourou TALL, abritant plus de 1 000 individus repartis en 184 espèces issues de 146 genres et 55 familles qui constituent une richesse pour le patrimoine mondial ;
- “ L'implantation d'une unité de production des médicaments à base de matières végétales ;
- “ Le soutien aux initiatives communautaires ***benefiques à la santé en vue de fournir aux populations des alternatives viables ;***
- “ La formation et l'information environnementale des élèves et encadreurs dans le cadre des ateliers verts de Madesahel donnant naissance au réseau des écoles écocitoyennes du département de Mbour.

Avec l'évolution d'ENDA, Enda-MADESAHEL est devenue une association à but non lucratif, membre du réseau ENDA Tiers-Monde depuis juillet 2012. ■

## ENDA ÉNERGIE

# Initiative de renforcement de la résilience des petites unités économiques face aux effets de la COVID 19.



**A**u cours de cette dernière décennie, les manifestations multiformes des effets néfastes de la crise climatique et l'urgence d'agir pour inverser les tendances d'extension de la pauvreté en Afrique, ont été des motifs suffisants de mise en oeuvre d'initiatives de résilience des communautés.

Ces solutions locales basées sur la valorisation des ressources naturelles des terroirs s'opèrent au travers de la co-construction et l'opérationnalisation, avec les acteurs et actrices, de modèles économiques de transition énergétique et écologique pour l'adaptation au changement climatique et la résilience des communautés.

Il s'agit, au niveau du Sénégal, d'abord, de la valorisation des produits forestiers non ligneux sur le tracé

de la grande muraille verte, du lait dans les bassins de production de la zone sylvo-pastorale et à Kolda de même que l'autonomisation des femmes productrices par l'accès à la bonne terre, l'accès aux systèmes de pompage solaire pour l'irrigation, l'accès à l'information climatique et l'accès au marché ; ensuite, de processus d'accompagnement des villes africaines dans une planification sensible au climat et l'énergie durable dans une perspective de développement de portefeuille de programmes de résilience pour l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030.

Toutes ces dynamiques d'apprentissage dans l'action participent à la **génération d'évidences**



**de résilience** susceptibles d'éclairer la fabrique de politique publique.

L'année 2020 a cassé le rythme des processus d'apprentissage de la résilience en raison de la pandémie du COVID 19. Une nouvelle crise qui a bien montré la fragilité à la fois des systèmes sanitaires mais aussi économiques déjà soumis aux perturbations induites par le dérèglement climatique. En plus d'être un problème de santé publique, le COVID 19 a déstabilisé tous les secteurs d'activités et exacerbé la vulnérabilité des communautés. Pour faire face à cette situation aux conséquences multiples sur l'économie locale et nationale, le Gouvernement du Sénégal a mis en œuvre le Programme de résilience économique et sociale (PRES) pour atténuer les effets pervers du COVID 19 sur les ménages, les entreprises et la diaspora.

Cette belle initiative conceptuelle semble oublier les petites unités économiques, maillon essentiel du secteur de l'économie spontanée alors qu'elles constituent un pilier fondamental de la lutte contre les inégalités structurelles en particulier de genre dans les communautés. Au Sénégal, par exemple, le secteur informel génère plus de 95% des emplois créés (ANSD, 2017). Les mesures de confinement prises par les autorités, comme option de limitation de l'expansion de la pandémie, a fortement amplifié la vulnérabilité de ces petites unités économiques soumises aux perturbations des marchés ruraux d'approvisionnement en matière première et d'écoulement des produits. Nous voulons parler les femmes dans le fumage du poisson au niveau de la Petite Côte et du Delta du Saloum, les unités agro-alimentaires (les coopératives et GIE transformateurs des produits laitiers et des céréales) dans les zones de Saint Louis et Kolda, les femmes productrices de savon, les tailleurs, etc.

### Actions COVID

Ainsi, en partant de l'analyse des facteurs de vulnérabilité individuelle et collective de ces unités économiques, ENDA ENERGIE en partenariat avec l'Union Européenne et la GIZ, dans le cadre d'un plan de riposte globale du réseau international Enda Tiers Monde, a initié une Action de ren-

forcement de la résilience des petites unités économiques (PUE) face aux effets du COVID 19. Cela consistait à appuyer des éleveurs producteurs de lait, des femmes transformatrices dans l'agroalimentaire et savonnerie, des petits tailleurs dans les zones de Saint Louis, Louga, Thiès et Kolda au Sénégal dans :

- i) Intensification de la sensibilisation de masse sur le Covid 19
- ii) Caractérisation de la vulnérabilité des petites unités économiques et des ménages

### Mode d'intervention

**Mécanisme de solidarité communautaire basée sur la promotion du « Consommons ce que nous produisons »**

- **Achat des produits locaux auprès des petits producteurs (produits laitiers, céréales locales, savon local, tissu pour tailleur, etc) pour booster la demande et maintenir l'activité voire l'étendre (effet bénéfique du COVID 19).**

Cette année, beaucoup de chaînes d'approvisionnement en matière première pour les unités de transformation sont perturbées. Les difficultés d'approvisionnement entraîneront des risques de spéculation sur les prix durant la période de soudure en pleine pandémie. Il s'agit pour le PROGRES LAIT d'acheter la matière première et la mettre à la disposition des transformateurs dans les zones d'intervention en leur payant le prix du service de transformation et les aider à accroître leur demande.

- **Redistribution des produits transformés auprès des groupes vulnérables (familles pauvres, des membres de groupements /coopératives, autres Petites unités de production informelles**

Les produits transformés auprès des UPE vont être mis à la disposition des familles pauvres des zones d'intervention. La distribution sera faite par les coopératives d'éleveurs (Coopel) avec l'appui de ENDA qui mettra à disposition



les résultats de la cartographie des groupes vulnérables. L'aliment de bétail sera distribué aux membres des coopératives, les produits céréaliers, produits laitiers seront distribués

- **Une grande sensibilisation qui va au-delà de la période de COVID 19 pour aider les petites unités à développer le réflexe Qualité-Hygiène en améliorant leurs espaces de production.**
- **Approche communautaire de sensibilisation pour relever le défi de la prise de conscience sanitaire.**

Ce type de services d'appui\_solaire a permis à ces pourvoyeurs d'emplois aux plus pauvres, de

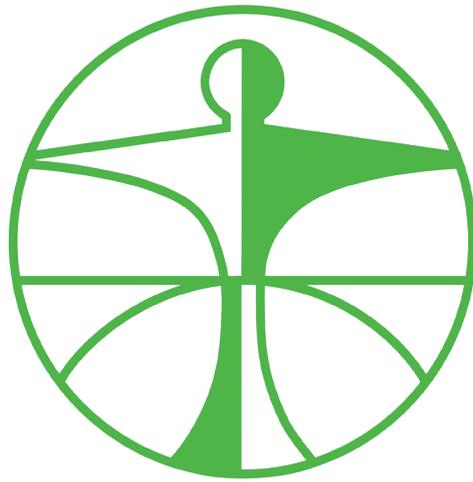
développer leur capacité d'absorption des effets de la crise pour se relever du choc et en profiter pour se formaliser en vue d'étendre leur part de marché dans le moyen et long.

Par ailleurs, beaucoup de dynamiques de solidarité communautaire sont lancés par les gouvernements locaux. La documentation de ces pratiques pourrait éclairer les politiques publiques et aider à un changement d'échelle des bonnes évidences.

**Ainsi, la relance post covid 19 devra non seulement être basée sur la nature mais également sur la valorisation des mécanismes endogènes de créativité des jeunes pour soutenir les urgentes transitions écologique et énergétique en vue d'une croissance verte et inclusive.**

Enda Energie





# enda

**enda**

 Complexe Sicap-Point E -Immeuble B  
Avenue Cheikh Anta DIOP - DAKAR  
 (+221) 33 869 99 61 -BP 3370  
 [se@endatiersmonde.sn](mailto:se@endatiersmonde.sn)  
 [www.endatiersmonde.org](http://www.endatiersmonde.org)